

NO COVER
(1)

NO COVER
(2)



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS

QUARANTE-QUATRIEME SESSION

6 - 31 mai 1968

RESOLUTIONS

SUPPLEMENT N° 1

NATIONS UNIES

New York, 1968

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les résolutions sont désignées par deux nombres : l'un en chiffres arabes qui indique le numéro de la résolution, l'autre en chiffres romains qui indique la session au cours de laquelle la résolution a été adoptée.

Les résolutions du Conseil économique et social sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. On trouvera à la fin du présent volume un répertoire des résolutions adoptées par le Conseil au cours de sa quarante-quatrième session.

TABLE DES MATIERES

Pages	
vii	Ordre du jour de la quarante-quatrième session

Résolutions adoptées par le Conseil au cours de sa quarante-quatrième session [1289 (XLIV) — 1338 (XLIV)]

QUESTIONS ÉCONOMIQUES

1304 (XLIV).	Rapport de la Commission de statistique (point 8)	
	Résolution du 31 mai 1968	1
1305 (XLIV).	Recensements industriels pour 1973 (point 8)	
	Résolution du 31 mai 1968	1
1306 (XLIV).	Programme de travail international et coordination dans le domaine des statistiques (point 8)	
	Résolution du 31 mai 1968	1
1307 (XLIV).	Programme mondial pour l'amélioration des statistiques de l'état civil (point 8)	
	Résolution du 31 mai 1968	1
1308 (XLIV).	Cinquième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (point 5)	
	Résolution du 31 mai 1968	2
1309 (XLIV).	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement : rapport sur l'enseignement des sciences (point 5)	
	Résolution du 31 mai 1968	2
1310 (XLIV).	Questions relatives à la science et à la technique (point 5)	
	Résolution du 31 mai 1968	3
1311 (XLIV).	Dispositions à prendre en vue du transfert des techniques pratiques aux pays en voie de développement (point 6)	
	Résolution du 31 mai 1968	3
1312 (XLIV).	Transfert des techniques (point 6)	
	Résolution du 31 mai 1968	3
1313 (XLIV).	Convocation d'une sixième Conférence cartographique ré- gionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient (point 17)	
	Résolution du 31 mai 1968	3
1314 (XLIV).	Normalisation des noms géographiques (point 17)	
	Résolution du 31 mai 1968	4
1315 (XLIV).	Photographie et photogrammétrie aériennes (point 17)	
	Résolution du 31 mai 1968	4
1316 (XLIV).	Ressources non agricoles (point 3)	
	Résolution du 31 mai 1968	5
1317 (XLIV).	Mise en valeur des ressources hydrauliques (point 3)	
	Résolution du 31 mai 1968	5
1318 (XLIV).	Ressources en pétrole et en gaz naturel (point 3)	
	Résolution du 31 mai 1968	5

TABLE DES MATIERES (*suite*)

	<i>Pages</i>
Autres décisions	
Question de la convocation d'une réunion de spécialistes du développement économique	6
Développement des transports	6
QUESTIONS SOCIALES	
1289 (XLIV). Rapport de la Commission des stupéfiants et rapport final du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants (point 12) Résolution du 23 mai 1968	6
1290 (XLIV). Coopération régionale au Proche et au Moyen-Orient pour la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants (point 12) Résolution du 23 mai 1968	6
1291 (XLIV). Abus du cannabis et nécessité d'appliquer en permanence des mesures de contrôle sévères (point 12) Résolution du 23 mai 1968	6
1292 (XLIV). Remplacement de la culture du cannabis au Liban (point 12) Résolution du 23 mai 1968	7
1293 (XLIV). Mesures législatives nationales de contrôle des substances psychotropes qui ne sont pas soumises à un contrôle international (point 12) Résolution du 23 mai 1968	7
1294 (XLIV). Mesures de contrôle urgentes à appliquer au LSD et aux substances hallucinogènes analogues (point 12) Résolution du 23 mai 1968	7
1295 (XLIV). Dopage (point 12) Résolution du 23 mai 1968	8
1298 (XLIV). Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (point 11) Résolution du 28 mai 1968	8
1299 (XLIV). Enquête mondiale sur le logement (point 11) Résolution du 28 mai 1968	8
1300 (XLIV). Campagne destinée à appeler l'attention du monde sur les problèmes du logement (point 11) Résolution du 28 mai 1968	8
1301 (XLIV). Etablissement d'un institut international des Nations Unies pour la documentation en matière d'habitation, de construction et de planification (point 11) Résolution du 28 mai 1968	9
1319 (XLIV). Rapport de la Commission du développement social (point 10) Résolution du 31 mai 1968	10
1320 (XLIV). Situation sociale dans le monde (point 10) Résolution du 31 mai 1968	10
1321 (XLIV). Programme de travail de la Commission du développement social (point 10) Résolution du 31 mai 1968	11
1322 (XLIV). Politique sociale et répartition du revenu national (point 10) Résolution du 31 mai 1968	11

TABLE DES MATIERES (suite)

Pages

Autres décisions

Projet de déclaration sur le développement social	11
Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	11
Rapport de la Commission de la population	12

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

1302 (XLIV). Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux : rapport du Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme (point 16) Résolution du 28 mai 1968	12
1323 (XLIV). Rapport de la Commission de la condition de la femme (point 14) Résolution du 31 mai 1968	13
1324 (XLIV). Droits politiques de la femme (point 14) Résolution du 31 mai 1968	13
1325 (XLIV). Mesures visant à mettre en œuvre la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (point 14) Résolution du 31 mai 1968	13
1326 (XLIV). La planification de la famille et la condition de la femme (point 14) Résolution du 31 mai 1968	14
1327 (XLIV). Accès de la femme aux études (point 14) Résolution du 31 mai 1968	15
1328 (XLIV). Influence du progrès scientifique et technique sur la condition des travailleurs féminins (point 14) Résolution du 31 mai 1968	16
1329 (XLIV). Rapport de la Commission des droits de l'homme (point 13) Résolution du 31 mai 1968	16
1330 (XLIV). Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l' <i>apartheid</i> et du colonialisme (point 13) Résolution du 31 mai 1968	16
1331 (XLIV). Mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectent la condition de la femme (point 13) Résolution du 31 mai 1968	17
1332 (XLIV). Mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale et la politique d' <i>apartheid</i> et de ségrégation en Afrique australe (point 13) Résolution du 31 mai 1968	17
1333 (XLIV). Rapport du Groupe spécial d'experts chargé d'étudier le traitement des prisonniers politiques en République sud-africaine (point 13) Résolution du 31 mai 1968	18
1334 (XLIV). Composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (point 13) Résolution du 31 mai 1968	19
1335 (XLIV). Mesures à prendre contre la nazisme et l'intolérance raciale (point 13) Résolution du 31 mai 1968	19

TABLE DES MATIERES (*fin*)

	<i>Pages</i>
1336 (XLIV). Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient (point 13)	
Résolution du 31 mai 1968	20
1337 (XLIV). Peine capitale (point 13)	
Résolution du 31 mai 1968	20
1338 (XLIV). Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (point 15)	
Résolution du 31 mai 1968	21
 Autre décision	
Lieu de réunion de la vingt-cinquième session de la Commission des droits de l'homme	22
AUTRES QUESTIONS	
1296 (XLIV). Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales (point 18)	
Résolution du 23 mai 1968	22
1297 (XLIV). Organisations non gouvernementales (point 18)	
Résolution du 27 mai 1968	27
1303 (XLIV). Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme (point 20)	
Résolution du 29 mai 1968	28
Autres décisions prises par le Conseil au cours de sa quarante-quatrième session	
Election du bureau du Conseil pour 1968	29
Election de membres des commissions techniques du Conseil	29
Election de membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance	30
Election de membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification	31
Election de membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement	31
Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil	31
Ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session	32
Répertoire des résolutions	33

ORDRE DU JOUR DE LA QUARANTE-QUATRIEME SESSION

adopté par le Conseil à sa 1516^e séance, le 6 mai 1968

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1968.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Mise en valeur des ressources naturelles :
 - a) Action concertée dans le domaine des ressources hydrauliques;
 - b) Ressources non agricoles;
 - c) Ressources de la mer;
 - d) Ressources en pétrole et en gaz naturel.
4. Développement des transports.
5. Questions relatives à la science et à la technique :
 - a) Cinquième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement;
 - b) Enseignement des sciences;
 - c) Pollution du milieu;
 - d) Conservation et utilisation rationnelle des milieux.
6. Dispositions à prendre en vue du transfert des techniques pratiques aux pays en voie de développement.
7. Question de la convocation d'une réunion de spécialistes du développement économique
8. Rapport de la Commission de statistique.
9. Rapport de la Commission de la population.
10. Rapport de la Commission du développement social.
11. Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.
12. Stupéfiants.
13. Rapport de la Commission des droits de l'homme.
14. Rapport de la Commission de la condition de la femme.
15. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.
16. Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux.
17. Coopération internationale dans le domaine de la cartographie.
18. Organisations non gouvernementales.
19. Mise en œuvre des recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.
20. Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.
21. Elections.
22. Confirmation de la nomination de membres de commissions techniques du Conseil.
23. Examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session.

RESOLUTIONS ADOPTEES PAR LE CONSEIL AU COURS DE SA QUARANTE-QUATRIEME SESSION

QUESTIONS ECONOMIQUES

1304 (XLIV). Rapport de la Commission de statistique

Le Conseil économique et social,

1. Prend acte du rapport de la Commission de statistique sur sa quinzième session¹;

2. Approuve le programme de travail qui y figure.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1305 (XLIV). Recensements industriels pour 1973

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant la nécessité de disposer, aux fins du développement économique et social, de données sur la structure et les activités de l'industrie à l'échelon mondial,

Prenant note du fait que la Commission de statistique a formulé des recommandations relatives à la création d'un système de statistiques industrielles à l'usage des Etats Membres,

Recommande que les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées rassemblent des données de base sur l'industrie pour 1973 ou une année voisine, en tenant compte, dans la mesure du possible, des recommandations internationales sur cette question.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1306 (XLIV). Programme de travail international et coordination dans le domaine des statistiques

Le Conseil économique et social,

Tenant compte des discussions de la Commission de statistique, à sa quinzième session, sur la question des activités statistiques de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées,

Reconnaissant que des progrès ont été accomplis dans beaucoup de pays en ce qui concerne l'intégration et la coordination des données en un système complet répondant aux besoins de la politique économique et sociale, de l'administration et du développement, et que des progrès parallèles sont nécessaires sur le plan international,

Soulignant que les travaux des organisations internationales dans le domaine des statistiques sont utilisés par les services de statistiques nationaux à des fins très diverses,

Conscient de l'interdépendance des économies nationales et du besoin qui en résulte de statistiques internationales systématiques décrivant le rôle de chaque nation dans l'économie mondiale,

1. Prie le Secrétaire général, en collaboration avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées :

a) De prendre des mesures pour favoriser les arrangements qui permettront le développement d'un programme international de statistiques intégrées et coordonnées fondé sur une planification à plus long terme que celle qui existe actuellement, contribuant ainsi à l'efficacité des systèmes nationaux de statistiques dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement et à la bonne utilisation des ressources à l'échelon international;

b) D'arranger des consultations entre des représentants de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et un groupe de travail composé du Président et de deux autres membres de la Commission de statistique afin que ce groupe de travail prépare un rapport pour les membres de la Commission de statistique avant sa seizième session sur les progrès effectués dans la mise au point d'un programme intégré et dans l'établissement de la coordination nécessaire dans les domaines où elle fait le plus grave défaut;

2. Prie en outre le Secrétaire général de tenir le Conseil économique et social au courant, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, des progrès effectués;

3. Prie le Comité du programme et de la coordination d'examiner les résultats des consultations prévues à l'alinéa b du paragraphe 1 ci-dessus et d'exprimer ses vues sur l'orientation des travaux futurs de la Commission de statistique du point de vue de la coordination.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1307 (XLIV). Programme mondial pour l'amélioration des statistiques de l'état civil

Le Conseil économique et social,

Prenant acte du rapport de la Commission de la population sur les travaux de sa quatorzième session², du rapport de la Commission de statistique sur sa quinzième session³ et de la résolution 14 (XIII) adoptée par la Commission de statistique à sa treizième session⁴,

Rappelant la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 1961, relative à la

² Ibid., Supplément n° 9 (E/4454).

³ Ibid., Supplément n° 10 (E/4471).

⁴ Ibid., trente-neuvième session, Supplément n° 13 (E/4045), par. 168.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 10 (E/4471).

Décennie des Nations Unies pour le développement, dans laquelle l'Assemblée prie le Secrétaire général de mettre au point des propositions visant à intensifier l'action dans le domaine du développement économique et social et insiste notamment sur la nécessité de passer en revue les moyens permettant de rassembler, de collationner, d'analyser et de diffuser les statistiques et autres données nécessaires pour organiser le développement économique et social et pouvoir mesurer constamment les progrès réalisés vers les objectifs de la Décennie,

Rappelant en outre sa résolution 469 D (XV) du 27 avril 1953 par laquelle le Conseil a recommandé aux gouvernements d'accorder une attention particulière au fait qu'il importe de développer les statistiques de l'état civil pour satisfaire les besoins démographiques, économiques, sanitaires et sociaux et sa résolution 1084 (XXXIX) du 30 juillet 1965 par laquelle le Conseil a appuyé les recommandations que la Commission de la population avait formulées au sujet du programme de travail à long terme dans les domaines intéressant la population, notamment les recommandations concernant l'accroissement et l'amélioration des statistiques démographiques et a appelé l'attention de la Commission de statistique sur les recommandations et suggestions de la Commission de la population concernant les activités relevant de leurs domaines respectifs,

Reconnaissant que les statistiques de l'état civil présentent des insuffisances manifestes, notamment dans les pays en voie de développement, et que ces insuffisances de portée et de qualité représentent une lacune grave dans les connaissances démographiques mondiales nécessaires à qui veut analyser dans quel sens évoluent la dimension et les caractéristiques de la population,

Conscient du fait que l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et les Etats Membres doivent faire des efforts vigoureux pour hâter la création de registres des faits d'état civil assez dignes de foi pour servir non seulement à des fins statistiques mais également comme pièces justificatives authentiques en ce qui concerne :

a) La nationalité, conformément à l'article 15 de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁵ adoptée en 1948,

b) Le nom et la nationalité, conformément au Principe 3 de la Déclaration des droits de l'enfant⁶ adoptée en 1959,

c) Le mariage, le consentement au mariage, l'âge au moment du mariage, conformément à la Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages⁷, ouverte à la signature en 1962,

d) Le divorce, conformément à la résolution 1068 F (XXXIX) du Conseil, en date du 16 juillet 1965, et aussi pour guider les services sanitaires et sociaux et autres formes d'assistance fournie par l'Etat,

1. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre un Programme mondial pour l'amélioration des statistiques de l'état civil en utilisant tous les moyens dont il dispose, notamment en fournissant, sur demande, une assistance

⁵ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1948.

⁶ Résolution 1386 (XIV) de l'Assemblée générale, en date du 20 novembre 1959.

⁷ Résolution 1763 A (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 7 novembre 1962, annexe.

technique par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement ;

2. *Recommande* que :

a) Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies s'efforcent d'établir un système de registres et de statistiques de l'état civil ou d'améliorer leur système actuel de façon à pouvoir en tirer, en particulier sur la natalité et la mortalité, des statistiques suffisamment exactes pour répondre notamment aux besoins de la planification du développement économique et social et en particulier pour fournir les bases statistiques nécessaires à la planification du développement et de l'utilisation des ressources humaines, conformément à la résolution 1274 (XLI) du Conseil, en date du 4 août 1967 ;

b) Ce système soit mis au point de façon aussi conforme que possible aux normes internationales et ne soit modifié que dans la mesure nécessaire pour répondre aux besoins nationaux spécifiques ;

c) Des efforts soient faits pour incorporer le système de statistiques de l'état civil recommandé dans le système général de statistiques et pour lier les statistiques de l'état civil aux recensements démographiques afin d'obtenir le maximum de résultats moyennant un coût donné.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1308 (XLIV). Cinquième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte avec satisfaction* du cinquième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement⁸ ;

2. *Approuve* le programme de travail figurant dans le cinquième rapport du Comité consultatif.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1309 (XLIV). Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement : rapport sur l'enseignement des sciences

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte avec satisfaction* du premier rapport sur l'enseignement des sciences établi par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement⁹ ;

2. *Recommande* que les suggestions formulées dans le premier rapport du Comité consultatif sur l'enseignement des sciences soient examinées par les organismes compétents, en particulier par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 8 (E/4461) et E/4461/Add.1.

⁹ *Ibid.*, quarante-quatrième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour, document E/4448.

1310 (XLIV). Questions relatives à la science et à la technique

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte* des rapports concernant l'alinéa *c* du point 5 de son ordre du jour : "Pollution du milieu"¹⁰ et l'alinéa *d* du point 5 : "Conservation et utilisation rationnelle des milieux"¹¹;

2. *Décide* de poursuivre l'examen de ces rapports lors d'une session ultérieure du Conseil.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1311 (XLIV). Dispositions à prendre en vue du transfert des techniques pratiques aux pays en voie de développement

Le Conseil économique et social.

Rappelant la résolution 2091 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1965, et la résolution 1201 (XLI) du Conseil, en date du 26 mai 1967,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹² ainsi que les observations du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement¹³,

Réaffirmant l'importance que revêt pour les pays en voie de développement la possibilité d'avoir effectivement accès aux connaissances techniques étrangères et de développer leurs propres capacités de recherche et d'invention,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général;

2. *Décide* que le Secrétaire général devrait faire poursuivre l'établissement de monographies détaillées concernant le transfert des techniques d'exploitation;

3. *Prie* le Secrétaire général, lorsqu'il fera effectuer ces études, de tenir compte des opinions exprimées lorsque le Conseil a étudié cette question ainsi que de la possibilité d'adapter ces monographies aux besoins et aux problèmes des pays en voie de développement à l'échelon régional;

4. *Prie en outre* le Secrétaire général d'achever, en consultation avec l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies et, le cas échéant, avec d'autres organes des Nations Unies et les institutions spécialisées, l'étude déjà entreprise sur la méthodologie et de faire rapport à ce sujet ainsi que sur l'état d'avancement des monographies lors de la reprise de la quarante-cinquième session du Conseil;

5. *Reconnaît* que pour faciliter la mise au point de principes et de critères aux fins de dispositions nouvelles et souples qui permettraient d'assurer un transfert et une application plus efficaces des techniques pratiques, et en vue de présenter des recommandations au sujet de directives générales et de mesures concrètes à leur égard, le Secrétaire général devrait convoquer une réunion inter-régionale d'experts pour évaluer, compte tenu des monographies, l'efficacité et le coût des moda-

lités du transfert des techniques entre les entreprises (publiques et privées);

6. *Décide* que les monographies, la réunion inter-régionale d'experts et toutes autres activités nécessaires à ces fins seront financées par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies sans que cela exclue la possibilité d'obtenir des fonds d'autres sources, notamment des contributions volontaires des pays développés, si cette méthode s'avère réalisable et ne contrarie pas la bonne exécution de ces activités.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1312 (XLIV). Transfert des techniques

Le Conseil économique et social,

Notant que, à la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, il a été décidé de transmettre au Conseil du commerce et du développement un projet de résolution¹⁴ où il était recommandé que le Conseil du commerce et du développement, après avoir pris l'avis du Conseil économique et social, étudie à sa septième session la création d'une commission intergouvernementale pour examiner la question d'ensemble du transfert des techniques aux pays en voie de développement,

Notant en outre que, selon l'avis exprimé par le secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement lors de la deuxième session de la Conférence ainsi que par le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement à sa neuvième session, la création de cette commission pourrait aboutir à des doubles emplois dans les activités des organes existants,

Considérant que, pour pouvoir donner son avis sur cette proposition, le Conseil a besoin de renseignements suffisants sur le mandat de ces organes et leurs programmes de travail actuels et futurs,

1. *Décide* de renvoyer l'examen de cette question quant au fond, à sa quarante-cinquième session;

2. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de préparer, en consultation avec les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées et avec les institutions spécialisées appropriées et autres organisations internationales intéressées, pour la quarante-cinquième session du Conseil, une étude ayant pour objet notamment de déterminer dans quelle mesure tout ou partie des tâches mentionnées dans le projet de résolution figurent déjà dans les textes définissant le mandat et dans les programmes de travail actuels et prévus de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et autres organisations internationales qui s'occupent de cette question.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1313 (XLIV). Convocation d'une sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport de la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour

¹⁰ Rapport présenté par l'Organisation mondiale de la santé (E/4457 et Add.1) et Observations du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement concernant le rapport présenté par l'Organisation mondiale de la santé (E/4482).

¹¹ Rapport présenté par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (E/4458).

¹² E/4452 et Add.1 et 2, E/4452/Add.3 et Corr.2.

¹³ Voir E/4461/Add.1.

¹⁴ E/4452/Add.4, annexe III.

l'Asie et l'Extrême-Orient¹⁵, qui s'est tenue à Canberra du 8 au 22 mars 1967,

Constatant avec satisfaction que la Conférence a apporté une contribution utile à l'amélioration des travaux cartographiques dans les pays de la région en vue de la réalisation de leurs projets de développement économique et social,

Notant que la Conférence a recommandé qu'une sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient soit convoquée au plus tard pendant le dernier trimestre de 1970,

Notant également avec satisfaction que le Gouvernement iranien a proposé d'accueillir ladite Conférence à Téhéran du 24 octobre au 7 novembre 1970 et d'apporter à cet égard sa pleine coopération,

1. *Prie* le Secrétaire général de prendre les dispositions voulues conformément à la résolution 2239 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1966, pour convoquer à Téhéran, du 24 octobre au 7 novembre 1970, la sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et notamment d'adresser des invitations aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ainsi qu'aux institutions spécialisées intéressées et à d'autres organisations internationales intéressées;

2. *Prie également* le Secrétaire général de prendre des mesures pratiques pour appliquer, selon qu'il conviendra, les recommandations de la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1314 (XLIV). Normalisation des noms géographiques

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans le domaine de la cartographie¹⁶ et le rapport de la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques¹⁷,

Notant les progrès réalisés dans le domaine de la coopération internationale, notamment le fait qu'à la Conférence l'accord s'est fait sur la nature des problèmes, les conditions à remplir pour les résoudre et les voies à suivre pour mener une activité de coopération,

Reconnaissant que le programme international de coopération repose sur le principe que chaque pays a la prérogative en ce qui concerne la normalisation de ses propres noms géographiques,

Reconnaissant en outre la nécessité d'une coordination par un organisme tel que le Groupe spécial d'experts pour les noms géographiques créé par la Conférence¹⁸,

1. *Prend acte* des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques;

2. *Invite* le Groupe spécial d'experts pour les noms géographiques à assurer la coordination nécessaire des activités nationales dans ce domaine;

3. *Approuve* comme mandat du Groupe spécial d'experts les questions qui lui ont été renvoyées par la Conférence et demande que le programme d'activités de coopération approuvé par la Conférence soit exécuté;

4. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Groupe spécial d'experts, d'examiner l'opportunité d'organiser une deuxième conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques et de faire rapport à ce sujet lors d'une session appropriée du Conseil, compte tenu de la suggestion du Secrétaire général selon laquelle la Conférence ne devrait pas avoir lieu avant 1971.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1315 (XLIV). Photographie et photogrammétrie aériennes

Le Conseil économique et social,

Considérant que la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient a recommandé qu'un deuxième cycle d'études sur les techniques et le matériel de photogrammétrie aérienne soit organisé dès que possible,

Considérant que, dans le domaine de la cartographie moderne, la contribution qui peut être apportée par la photographie aérienne est essentielle,

Tenant compte de l'utilité que présente la photogrammétrie aérienne moderne pour les travaux de tout technicien, groupe ou organisme qui s'occupe de cette question, que ce soit sur le plan local, régional ou mondial,

Reconnaissant l'importance que présente pour tout pays, mais surtout pour les pays en voie de développement, la possibilité d'obtenir les renseignements les plus précis sur leur propre géographie en vue de stimuler de façon plus rapide, plus économique et plus efficace le développement de leurs ressources naturelles et de leurs moyens de communications,

Rappelant le désir maintes fois exprimé par les pays développés de coopérer et de faciliter par les moyens dont ils disposent l'évolution de l'économie des pays en voie de développement,

Reconnaissant que, dans certains cas, des pays développés coopèrent déjà dans ce domaine avec des pays en voie de développement,

1. *Invite* les Etats Membres qui ont mis au point des techniques avancées dans le domaine de la photographie et de la photogrammétrie aériennes à fournir aux pays en voie de développement, à la demande de ceux-ci et par accord mutuel, le maximum de coopération dans ce domaine afin que les pays en voie de développement puissent disposer, au sujet de leur territoire, de tous les renseignements disponibles pour les aider à résoudre les problèmes relatifs à la prospection de leurs ressources naturelles ainsi qu'à préparer des programmes permettant d'améliorer leurs communications et moyens de transport;

2. *Demande* que la question de la coopération mentionnée au paragraphe 1 ci-dessus soit inscrite à l'ordre du jour des conférences, réunions et cycles d'études ultérieurs des Nations Unies sur la cartographie, y com-

¹⁵ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.I.2.

¹⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour, document E/4477.

¹⁷ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.I.9.

¹⁸ *Ibid.*, p. 8.

pris celui de la sixième Conférence cartographique régionale pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

1529^e séance plénière,
31 mai 1968.

1316 (XLIV). Ressources non agricoles

Le Conseil économique et social,

Rappelant ses résolutions 1033 C (XXXVII) du 14 août 1964 et 1113 (XL) du 7 mars 1966,

Reconnaissant que la mise en valeur des ressources naturelles non agricoles est devenue, dans beaucoup de pays en voie de développement, une source importante de devises et, par conséquent, un moyen notable de formation intérieure de capital et un facteur essentiel de développement pour l'agriculture, l'industrie, les transports et communications ainsi que le bâtiment et les travaux publics,

Notant avec intérêt que les activités de l'Organisation des Nations Unies se sont traduites par la découverte de ressources minérales, hydrauliques et énergétiques nouvelles et supplémentaires dans des pays en voie de développement, augmentant ainsi les perspectives de croissance de ces pays,

Estimant que l'Organisation des Nations Unies doit continuer de jouer un rôle important consistant à appuyer les efforts des gouvernements, sur le plan national, dans les domaines de la prospection, de la reconnaissance et de la mise en valeur des ressources non agricoles, ainsi que dans celui de l'infrastructure dont le développement doit aller de pair,

Rappelant la résolution 2158 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 25 novembre 1966, qui réaffirme le droit inaliénable de tous les pays d'exercer leur souveraineté permanente sur leurs ressources naturelles,

Ayant examiné avec intérêt le rapport du Secrétaire général¹⁹ sur les travaux qui sont effectués dans le domaine de la mise en valeur des ressources non agricoles, et notant en particulier les propositions qui y figurent,

1. *Adresse ses félicitations* au Secrétaire général pour les progrès accomplis, grâce aux efforts du Département des affaires économiques et sociales, vers la découverte et la mise en valeur d'importantes ressources non agricoles;

2. *Invite* le Secrétaire général à préparer, compte tenu de l'expérience acquise par des pays ayant des systèmes socio-économiques différents, une étude générale des méthodes et de la portée de la planification en vue de la mise en valeur des ressources non agricoles en tant que partie intégrante de leur plan de développement national;

3. *Demande en outre* au Secrétaire général de présenter au Conseil, lors de sa quarante-sixième session, un rapport sur l'opportunité d'adopter un nouveau sys-

¹⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour, documents E/4478 et Add.1.

tème fournissant les moyens les plus efficaces et les plus rationnels de réunir, retrouver, traiter et utiliser les renseignements sur les ressources naturelles qui sont recueillis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à l'occasion des activités techniques et opérationnelles de l'Organisation, afin de faciliter l'exécution de projets futurs et du Programme d'étude pour la mise en valeur des ressources naturelles;

4. *Demande* au Secrétaire général de présenter au Conseil, lors de la reprise de sa quarante-cinquième session, un rapport contenant des renseignements plus détaillés, sur la proposition tendant à publier un bulletin qui traiterait notamment des difficultés pratiques rencontrées dans la mise en valeur des ressources non agricoles, compte tenu des observations formulées à ce sujet au sein du Comité économique du Conseil;

5. *Prie* le Comité du programme et de la coordination de formuler, au cours de la deuxième partie de sa deuxième session, toutes observations qu'il jugera utiles, afin qu'elles soient incluses dans les rapports mentionnés aux paragraphes 3 et 4 ci-dessus;

6. *Prie* le Secrétaire général de renforcer, tant dans le cadre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies que dans celui des programmes d'assistance technique et de préinvestissement, les services consultatifs et techniques concernant la mise en valeur des ressources non agricoles.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1317 (XLIV). Mise en valeur des ressources hydrauliques

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte avec satisfaction* du cinquième rapport biennal sur la mise en valeur des ressources hydrauliques²⁰;

2. *Souligne* l'importance d'une action concertée dans le domaine des ressources hydrauliques;

3. *Demande* que la publication de semblables rapports soit poursuivie sur une base triennale conformément à la résolution 1154 (XLI) du Conseil économique et social, en date du 4 août 1966.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1318 (XLIV). Ressources en pétrole et en gaz naturel

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les ressources en pétrole et en gaz naturel²¹.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

²⁰ Ibid., quarante-quatrième session, Supplément n° 3 (E/4447).

²¹ Ibid., quarante-quatrième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour, document E/4465.

AUTRES DECISIONS

Question de la convocation d'une réunion de spécialistes du développement économique

A sa 1529^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil économique et social a pris acte de la note du Secrétaire général intitulée "Question de la convocation d'une réunion de spécialistes du développement économique"²².

Développement des transports

A sa 1529^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a pris acte du rapport du Secrétaire général sur l'application des plus récents progrès de la science et de la technique au développement des transports des pays en voie de développement²³ et a décidé de poursuivre, selon qu'il conviendrait, l'examen de recommandations spécifiques contenues dans ce rapport.

²²Ibid., point 7 de l'ordre du jour, document E/4484.

²³Ibid., point 4 de l'ordre du jour, documents E/4464 et Add.1; E/4464/Add.2.

QUESTIONS SOCIALES

1289 (XLIV). Rapport de la Commission des stupéfiants et rapport final du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants

Le Conseil économique et social,

Prend acte avec satisfaction du rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingt-deuxième session²⁴ et du rapport final du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants sur leur activité en 1967²⁵.

*1520^e séance plénière,
23 mai 1968.*

1290 (XLIV). Coopération régionale au Proche et au Moyen-Orient pour la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants

Le Conseil économique et social,

Reconnaissant la gravité persistante du trafic illicite des stupéfiants au Proche et au Moyen-Orient,

Constatant que les efforts déployés individuellement par les gouvernements des pays intéressés s'avèrent insuffisants,

Conscient de la nécessité d'une étroite collaboration entre pays limitrophes,

1. *Recommande* aux pays intéressés de la région de convoquer une réunion de leurs représentants qualifiés pour étudier efficacement et sous tous ses aspects la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants dans la région;

2. *Prie* le Secrétaire général de fournir l'aide et les conseils nécessaires pour une telle réunion, dans les limites des ressources budgétaires existantes.

*1520^e séance plénière,
23 mai 1968.*

²⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 2 (E/4455).

²⁵ E/OB/23 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XI.3).

1291 (XLIV). Abus du cannabis et nécessité d'appliquer en permanence des mesures de contrôle sévères

Le Conseil économique et social,

Rappelant que la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants²⁶ fait obligation aux Parties d'assujettir le cannabis à des mesures de contrôle sévères en vue d'empêcher qu'il en soit fait abus,

Considérant que le problème du trafic et de l'abus du cannabis n'a rien perdu de sa gravité dans de nombreuses régions où il se pose depuis longtemps,

Constatant que le trafic et l'abus du cannabis semblent s'étendre à des régions qui en ont été jusqu'ici indemnes,

Notant qu'il a été fait beaucoup de publicité à des déclarations non autorisées minimisant les aspects nocifs du cannabis et préconisant la légalisation de ses utilisations non médicales,

Reconnaissant que l'on sait que le cannabis, entre autres effets, déforme la perception du temps et de l'espace, modifie l'humeur et fausse le jugement, ce qui peut provoquer des comportements imprévus, des actes de violence et avoir des effets néfastes sur la santé, et que l'abus du cannabis peut être associé à celui d'autres drogues, telles que le LSD, les stimulants et l'héroïne,

Convaincu qu'un contrôle insuffisamment rigoureux, l'indifférence ou la méconnaissance par l'opinion publique des dangers du cannabis et de son abus continu contribuent à répandre la dépendance, créent des difficultés pour les services de répression et portent préjudice à la santé, à la sécurité et au bien-être des nations,

1. *Recommande* que tous les pays intéressés redoubtent d'efforts pour éliminer l'usage abusif et le trafic illicite du cannabis;

2. *Recommande en outre* que les gouvernements favorisent la recherche et diffusent des informations supplémentaires, d'ordre médical et sociologique, concer-

²⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 62.XI.1.

nant le cannabis, et qu'ils réagissent énergiquement à l'égard de la propagande qui préconise la légalisation ou la tolérance des utilisations non médicales du cannabis considéré par leurs auteurs comme une drogue inoffensive.

1520^e séance plénière,
23 mai 1968.

1292 (XLIV). Remplacement de la culture du cannabis au Liban

Le Conseil économique et social,

Considérant que le problème de la culture du cannabis au Liban retient depuis plusieurs années l'attention des organes internationaux compétents,

Reconnaissant que, si le Gouvernement libanais réussit à faire disparaître cette culture, son action aura des conséquences bienfaisantes notables pour la lutte contre le trafic illicite du cannabis et de sa résine dans la région,

Ayant été informé que le Gouvernement libanais se propose d'introduire la culture subventionnée du tournesol et d'autres cultures pour remplacer celle du cannabis,

1. *Félicite* le Gouvernement libanais de cette initiative prometteuse et salutaire;

2. *Exprime l'espoir* que le Liban réussira à exécuter son projet d'éliminer la culture du cannabis;

3. *Demande instamment* au Gouvernement libanais de continuer à donner à ce projet la priorité qu'il mérite;

4. *Recommande* que l'effort de ce gouvernement soit appuyé par toutes les mesures possibles d'assistance technique compatibles avec les ressources et les critères des programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, et en particulier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

5. *Prie* le Secrétaire général de se tenir en liaison étroite avec le Gouvernement libanais au sujet de l'évolution de son effort et d'en rendre compte régulièrement à la Commission des stupéfiants et au Conseil aussi longtemps qu'il y aura lieu.

1520^e séance plénière,
23 mai 1968.

1293 (XLIV). Mesures législatives nationales de contrôle des substances psychotropes qui ne sont pas soumises à un contrôle international

Le Conseil économique et social,

Préoccupé du problème que continue à poser l'abus des substances psychotropes qui ne sont pas soumises à un contrôle international (amphétamines, barbituriques, hallucinogènes, tranquillisants),

Rappelant les recommandations adoptées par la Commission des stupéfiants à sa vingt et unième session concernant les mesures de contrôle relatives à ces substances²⁷,

Rappelant également la résolution WHA 20.43 de la vingtième Assemblée mondiale de la santé sur les me-

sures de contrôle à appliquer auxdites drogues engendrant la dépendance²⁸.

Constatant avec satisfaction que la Commission des stupéfiants, avec la collaboration de l'Organisation mondiale de la santé et de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, progresse dans ses travaux en vue de déterminer la meilleure forme d'action conventionnelle qui permettrait d'appliquer à ces substances des mesures de contrôle national par voie d'accord international et de les soumettre à un certain contrôle international,

Notant que, s'il est vrai que ces travaux progressent, la mise en œuvre de l'action internationale envisagée demandera encore un certain temps,

Recommande aux gouvernements d'appliquer, s'ils ne l'ont pas déjà fait, les mesures suivantes de contrôle national sur les substances psychotropes susmentionnées :

- a) Délivrance uniquement sur ordonnance médicale;
- b) Surveillance de toutes les opérations depuis le stade de la production jusqu'à la vente au détail;
- c) Licence obligatoire pour tous les producteurs;
- d) Commerce limité aux personnes autorisées;
- e) Détention aux fins de distribution interdite à toute personne non autorisée.

1520^e séance plénière,
23 mai 1968.

1294 (XLIV). Mesures de contrôle urgentes à appliquer au LSD et aux substances hallucinogènes analogues

Le Conseil économique et social,

Convaincu que l'abus du LSD et des substances hallucinogènes ayant des effets nocifs analogues soulève un problème d'une gravité croissante qui pourrait avoir des conséquences très dangereuses,

Rappelant sa résolution 1197 (XLII) du 16 mai 1967 et la résolution WHA 20.42 de la vingtième Assemblée mondiale de la santé²⁹, invitant instamment les gouvernements à soumettre à un contrôle rigoureux l'emploi du LSD et des substances analogues,

Etant informé que vingt-deux gouvernements ont adopté une législation s'inspirant de ces recommandations,

Notant avec une vive inquiétude que de graves dommages ont été causés à la santé par l'abus prolongé du LSD et de substances hallucinogènes analogues,

1. *Recommande* aux gouvernements qui ont déjà pris des mesures de contrôle de les examiner en vue de les rendre plus rigoureuses le cas échéant;

2. *Prie instamment* les gouvernements :

- a) D'interdire tout emploi du LSD et des substances hallucinogènes analogues, sauf par des chercheurs d'institutions médicales ou scientifiques placées sous leur contrôle direct ou expressément approuvées par eux;
- b) De limiter l'emploi de ces substances à des fins médicales ou scientifiques approuvées;
- c) D'interdire toute importation ou exportation de ces substances, sauf entre les gouvernements ou entre les services ou organismes expressément autorisés par

²⁷ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 2 (E/4294), par. 296 et annexe II, par. 20.

²⁸ Voir Organisation mondiale de la santé, Recueil des résolutions et décisions de l'Assemblée mondiale de la santé et du Conseil exécutif, 1948-1967, Genève, 1967, p. 109.

²⁹ Ibid.

les gouvernements à effectuer de telles importations ou exportations;

3. *Recommande* aux gouvernements d'envisager aussi des mesures propres à empêcher l'emploi d'acide lysergique et autres intermédiaires et précurseurs possibles pour la fabrication illicite de LSD ou d'autres substances hallucinogènes analogues.

1520^e séance plénière,
23 mai 1968.

1295 (XLIV). Dopage

Le Conseil économique et social,

Soucieux de la santé physique et morale de l'humanité,

Estimant que les activités sportives jouent un rôle important pour le maintien de la santé physique et mentale des individus,

Considérant l'influence exercée par le comportement des champions sur un grand nombre de jeunes et même d'adultes,

Constatant avec inquiétude que, dans certains cas, il est fait usage de pratiques, connues sous le nom de dopage, consistant en l'utilisation de psychotropes ou autres substances pharmaceutiques, et même de stupéfiants, à l'occasion de compétitions sportives, à seule fin d'améliorer artificiellement les performances,

Considérant que de telles pratiques sont dangereuses pour la santé des sportifs et contraires à la véritable utilisation médicale et scientifique de ces substances,

Estimant que le moment est venu de prendre position à ce sujet en raison du rayonnement que le sport ne manquera pas d'avoir dans le monde entier, en particulier durant cette année des jeux Olympiques,

1. *Appelle l'attention* des gouvernements sur les dangers du dopage;

2. *Recommande* aux gouvernements de prendre, le cas échéant, toutes mesures appropriées en vue d'empêcher de telles pratiques.

1520^e séance plénière,
23 mai 1968.

1298 (XLIV). Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa cinquième session³⁰.

1526^e séance plénière,
28 mai 1968.

1299 (XLIV). Enquête mondiale sur le logement

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 2036 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1965, qui concerne en partie la préparation de rapports intérimaires bien-naux sur les mesures prises par les Etats Membres en vue de résoudre leurs problèmes en matière d'habitation, de construction et de planification,

Prenant acte de la décision qu'a prise l'Organisation internationale du Travail d'inviter ses Etats membres

³⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 7 (E/4440).

à lui faire rapport en 1969, aux termes de l'article 19 de sa Constitution, sur la suite donnée à la Recommandation No 115 concernant le logement des travailleurs, 1961³¹,

Ayant présents à l'esprit le rapport et les recommandations du Cycle d'études interrégional sur l'habitation rurale et les services collectifs³², qui s'est tenu au Venezuela en 1967, et qui a suggéré que le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification accordent une plus grande attention à l'habitation rurale dans leurs travaux, car cette question est l'un des plus graves problèmes qui se posent aux pays en voie de développement dans le secteur de l'habitation,

Tenant compte de la pénurie persistante de ressources en personnel dont souffre le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification,

Se conformant aux recommandations du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées³³ en ce qui concerne la réduction du volume de la documentation,

1. *Prie* l'Assemblée générale de reconsidérer la demande de rapports biennaux qu'elle a formulée dans sa résolution 2036 (XX) et de substituer à ceux-ci une enquête quinquennale sur le logement de caractère analytique et comparatif;

2. *Prie* le Secrétaire général :

a) De procéder à des consultations avec l'Organisation internationale du Travail en vue d'assurer la coopération de cette organisation avec tous les autres organes intéressés dépendant des Nations Unies et en particulier avec le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification, afin que l'enquête sur le logement que l'Organisation internationale du Travail se propose d'effectuer pour la publier en 1970 rende des services à toutes les parties intéressées;

b) D'entreprendre de publier, en 1973, une enquête quinquennale sur le logement qui accorde la même importance au secteur rural et au secteur urbain de l'habitation, notamment en ce qui concerne les pays en voie de développement, sur la base de renseignements aussi récents et aussi complets que possible et avec la coopération des bureaux et services de statistiques que possèdent les organismes des Nations Unies.

1526^e séance plénière,
28 mai 1968.

1300 (XLIV). Campagne destinée à appeler l'attention du monde sur les problèmes du logement

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa cinquième session³⁴,

Prenant note en particulier des paragraphes 63 et 64 de ce rapport,

³¹ Voir Bureau international du Travail, *Bulletin officiel*, vol. XLIV, Genève, 1961, n° 1, p. 4.

³² E/C.6/65.

³³ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, *Annexes*, point 80 de l'ordre du jour, document A/6343.

³⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 7 (E/4440).

Prenant acte avec intérêt du rapport établi par le Secrétaire général³⁵ en application de la résolution 1223 (XLII) du Conseil économique et social, en date du 6 juin 1967,

Prenant acte en s'en félicitant de l'intérêt que manifeste le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification pour la proposition en faveur d'une campagne,

Rappelant sa résolution 1224 (XLII) du 6 juin 1967 relative aux rôles des commissions économiques régionales dans le domaine de l'habitation et aux initiatives qui pourraient être prises pour améliorer les conditions de vie et fournir une quantité suffisante de logements adéquats pour les familles à faible revenu,

1. *Recommande* que les organes compétents des Nations Unies étudient avec l'attention voulue la possibilité de convoquer des conférences régionales, de préférence au niveau ministériel, et de lancer un programme d'information du grand public dans ce domaine, conformément à l'esprit du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa cinquième session, compte tenu de l'opportunité de proclamer une année internationale de l'habitation et du développement urbain et rural dans le courant de la prochaine Décennie des Nations Unies pour le développement;

2. *Prie* le Secrétaire général de recueillir l'avis des Etats Membres sur ces propositions et sur leur disposition à mettre en application les programmes pratiques propres à assurer l'exécution desdites propositions et, après avoir pris l'avis du Comité administratif de coordination, de faire rapport, par l'intermédiaire du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, au Conseil économique et social sur ses conclusions, sur la base desquelles le Conseil pourrait décider des nouvelles mesures à prendre.

1526^e séance plénière,
28 mai 1968.

1301 (XLIV). Etablissement d'un institut international des Nations Unies pour la documentation en matière d'habitation, de construction et de planification

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1166 (XLI) du 5 août 1966 dans laquelle il a approuvé le principe de l'établissement, à New Delhi, d'un institut international des Nations Unies pour la documentation en matière d'habitation, de construction et de planification,

Ayant examiné le rapport³⁶ d'un groupe d'experts nommé par le Secrétaire général,

Félicitant le groupe d'experts de la qualité de son rapport et du soin avec lequel celui-ci a été établi.

Prie le Secrétaire général de prendre les mesures ci-après pour donner suite à la décision d'installer l'institut à New Delhi :

a) Essayer d'obtenir auprès des Etats Membres les fonds qui permettraient, d'une part, d'entreprendre les travaux préparatoires nécessaires, notamment pour créer des centres nationaux et régionaux lorsque le besoin s'en fera sentir et lorsque les gouvernements en feront la demande, et, d'autre part, d'établir ultérieurement l'institut;

b) A titre de première mesure, lorsque des fonds seront disponibles, constituer un Comité consultatif qui se réunira au moins une fois par an et qui aura pour mandat, en premier lieu, de définir les fonctions d'un groupe de travail appelé à mettre au point les détails techniques de la phase préparatoire décrite à l'alinéa d ci-après puis, une fois achevée la tâche du groupe de travail, de donner des avis sur la création de l'institut, sur son rapport annuel, son budget, son programme de travail et tous autres aspects de ses travaux;

c) Nommer membres du Comité consultatif les personnes désignées ci-après :

Le Directeur du Centre de l'habitation, de la construction et de la planification des Nations Unies (Président);

Le Président du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification;

Un représentant du Gouvernement indien qui sera chargé des questions administratives concernant l'institut;

Un représentant de chacune des commissions économiques régionales;

Un représentant de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;

Un représentant qui sera désigné alternativement, pour un an, par l'Organisation internationale du Travail ou l'Organisation mondiale de la santé;

Un représentant d'une organisation non gouvernementale spécialisée dans les questions de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification pourra, sur la demande du Comité consultatif, assister aux réunions de celui-ci à titre consultatif; le Comité consultatif pourra inviter des experts à participer à ses réunions à titre consultatif, étant entendu que ces experts devront être choisis selon le principe d'une répartition géographique équitable;

d) Constituer à Genève, dès que des fonds suffisants seront disponibles et pour une durée de deux ou trois ans, un groupe de travail, comprenant principalement des experts en matière de documentation choisis selon le critère d'une représentation géographique équitable, qui aurait pour tâche :

- i) De maintenir le contact avec le Comité consultatif, de préférence au moyen de mémoires écrits;
- ii) D'établir un répertoire des centres internationaux, régionaux et nationaux existants, et de donner des conseils — et aussi, sur demande, une assistance — en vue de la création de centres nationaux, régionaux et autres;
- iii) D'établir un réseau d'échanges de documentation entre les centres ci-dessus mentionnés et l'institut;
- iv) De faire en sorte que la bibliographie de base concernant les ouvrages les plus importants sur l'habitation, la construction et la planification soit produite dans les différents centres et soit transmise à l'institut par des méthodes et selon une terminologie uniformes pour permettre à celui-ci de jouer son rôle de centre mondial d'échanges de connaissances dans ce domaine;

Sur les membres du groupe de travail, cinq au maximum, pris dans les différentes régions géographiques, seront financés au moyen des fonds mentionnés à l'alinéa a ci-dessus.

1526^e séance plénière,
28 mai 1968.

³⁵ E/C.6/63.

³⁶ E/C.6/78/Add.1.

1319 (XLIV). Rapport de la Commission du développement social

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport de la Commission du développement social sur sa dix-neuvième session³⁷.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1320 (XLIV). Situation sociale dans le monde

Le Conseil économique et social,

Prenant acte du Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1967³⁸,

Notant avec une profonde inquiétude que, en dépit des efforts déployés par les organismes des Nations Unies et les Etats Membres pour atteindre les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement, la situation sociale dans le monde n'est toujours pas satisfaisante et l'écart économique entre les pays développés et les pays en voie de développement ne cesse de grandir,

Soulignant qu'il ressort du rapport que, dans de nombreux pays en voie de développement, les niveaux de la consommation alimentaire, de la nutrition et du logement ont baissé, la fréquence du chômage et du sous-emploi a augmenté, les inégalités en matière de revenus et de richesse restent importantes et la croissance démographique réduit à néant les résultats de la croissance économique,

Rappelant sa résolution 1152 (XLI) du 4 août 1966 et sa résolution 1260 (XLIII) du 3 août 1967 sur les travaux du Secrétaire général et du Comité de la planification du développement touchant la planification d'une action internationale concertée ainsi que les directives et les propositions pour la période qui suivra l'actuelle Décennie des Nations Unies pour le développement,

Rappelant également sa résolution 1227 (XLII) du 6 juin 1967 invitant la Commission du développement social à formuler des recommandations sur les moyens de renforcer les programmes opérationnels des organismes des Nations Unies dans le domaine social afin que ces programmes puissent jouer pleinement leur rôle en encourageant le développement social au cours des années immédiatement à venir et de la prochaine décennie,

Rappelant en outre la résolution 2293 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1967, concernant la situation sociale dans le monde et dans laquelle l'Assemblée prie le Conseil économique et social d'inviter le Comité de la planification du développement à tenir pleinement compte du rôle que peut jouer le développement social dans l'accélération du développement des divers pays, en particulier dans le cadre des préparatifs de la décennie qui fera suite à l'actuelle Décennie des Nations Unies pour le développement,

Prenant note de la résolution 2035 (XX) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1965, concernant la situation sociale dans le monde et de la résolution 2305 (XXII) de l'Assemblée, en date du 13 décembre 1967, concernant la Décennie des Nations Unies pour le développement,

Convaincu que les objectifs de développement social, tels qu'ils sont énoncés dans la résolution 1139 (XLI) du Conseil économique et social, en date du 29 juillet 1966, et l'efficacité des programmes opérationnels de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, dans le domaine social en tant que moyens d'élever les niveaux de vie, particulièrement en ce qui concerne les pays en voie de développement, pourraient être grandement servis si les facteurs sociaux étaient intégrés comme il convient dans la formulation des buts et des méthodes fixés pour la prochaine décennie,

Convaincu en outre que la répartition équitable du revenu et une large diffusion des services sociaux dans un pays favorisent le développement national ainsi que l'égalité de possibilités, la justice sociale et l'élimination de la pauvreté,

Reconnaissant la nécessité urgente de combler l'écart économique entre les pays développés et les pays en voie de développement,

Reconnaissant également que le succès de la prochaine décennie dépendra de la mesure dans laquelle ses buts seront incorporés et réalisés dans des plans de développement national,

1. *Invite* le Comité de la planification du développement à tenir compte entre autres des considérations ci-après lorsqu'il formulera ses propositions concernant les buts et programmes de la prochaine décennie :

a) Des buts sociaux aussi bien qu'économiques devraient être formulés, compte tenu de l'interdépendance des aspects économiques et sociaux du développement et de la nécessité d'arrêter des politiques de développement national cohérentes et intégrées;

b) Les buts devraient refléter la diversité des besoins et des conditions des différentes régions, des zones urbaines et rurales, et des différents groupes de pays dans une région;

c) Les buts devraient tenir compte de la nécessité de pourvoir d'une manière équitable aux besoins des diverses régions et groupes de population d'un pays;

d) Les programmes devraient tenir compte de l'importance des taux de croissance démographique et de la répartition de la population correspondant aux objectifs de chaque pays en matière de progrès social;

e) Les programmes devraient accorder une attention particulière à la nécessité de changements structureaux et institutionnels, y compris la réforme agraire; à l'importance d'une répartition équitable du revenu et d'un réseau étendu, dans les zones urbaines et rurales, de services dans le domaine de l'enseignement, de la santé, du logement, du développement communautaire, de la protection sociale et autres; à la formation de cadres, notamment de personnel de planification sociale, de recherche et d'exécution; à l'encouragement de la participation locale et aux moyens d'appliquer les plans nationaux;

f) Les buts devraient tenir compte du rôle de l'assistance internationale pour accélérer le progrès social et économique des pays en voie de développement;

g) Les programmes prendront en considération la nécessité urgente d'encourager une aide internationale accrue afin d'empêcher le fossé qui sépare, sur le plan économique, les pays développés des pays en voie de développement de s'agrandir et afin de combler un jour l'écart existant;

2. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à la Commission du développement social, lors de sa

³⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 5 (E/4467/Rev.1).

³⁸ ST/SOA/84.

vingtième session, sur la suite qui aura été donnée à la présente résolution.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1321 (XLIV). Programme de travail de la Commission du développement social

Le Conseil économique et social.

Notant que le programme ordinaire d'assistance technique s'est révélé depuis sa création, en 1946, comme un moyen efficace d'amorcer des activités pratiques dans le domaine social, et qu'il a permis, grâce à sa souplesse, de faire face à des besoins nouveaux et urgents des gouvernements en matière d'assistance technique,

Considérant que le programme ordinaire d'assistance technique a été l'un des principaux liens entre les commissions économiques régionales et les pays desservis par ces commissions, ainsi qu'un important instrument d'assistance aux gouvernements aux fins de la mise en œuvre des politiques sociales recommandées par les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies,

Notant en outre l'importance que la Commission du développement social attache au rôle du programme ordinaire dans la mesure où il permet à l'Organisation des Nations Unies de répondre rapidement et efficacement à des besoins urgents et où il ouvre la voie à de vastes projets à long terme susceptibles de bénéficier de l'assistance du Programme des Nations Unies pour le développement.

Sachant que le Secrétaire général se propose de soumettre au Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, à sa septième session, une étude des buts et objectifs du programme ordinaire et de ses rapports avec les autres programmes du Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que toutes recommandations qu'il jugerait appropriées,

1. *Prie* le Secrétaire général d'accorder une attention particulière, lorsqu'il rédigera l'étude susmentionnée sur le programme ordinaire, au rôle que joue ce programme dans la mesure où il favorise le développement social et contribue à donner l'ampleur voulue et le maximum d'efficacité à l'ensemble des services de coopération technique de l'Organisation des Nations

Unies, du point de vue de leur aptitude à faire face aux besoins d'assistance en matière sociale;

2. *Invite instamment* les gouvernements à tirer parti, aux fins du développement social, des ressources du Programme des Nations Unies pour le développement;

3. *Fait appel* aux gouvernements pour qu'ils continuent d'améliorer leurs méthodes et mécanismes de planification, en vue de faciliter, le cas échéant, l'élaboration de demandes intégrées à l'adresse du Programme des Nations Unies pour le développement, demandes où il serait tenu pleinement compte des différents facteurs sociaux, économiques et administratifs.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1322 (XLIV). Politique sociale et répartition du revenu national

Le Conseil économique et social.

Rappelant sa résolution 1086 D (XXXIX) du 30 juillet 1965 concernant la distribution du revenu dans la nation,

Réaffirmant l'intérêt qu'il porte à la question de la politique sociale et de la distribution du revenu national,

Prenant note des débats dont cette question a fait l'objet lors de la dix-neuvième session de la Commission du développement social,

Prenant acte du rapport du Groupe d'experts sur la politique sociale et la distribution du revenu dans la nation³⁹ et approuvant dans leurs grandes lignes les propositions du Secrétaire général concernant le programme de travail dans ce domaine⁴⁰,

1. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour de l'une de ces prochaines sessions une question distincte concernant la politique sociale et la distribution juste et équitable du revenu national et de l'examiner compte tenu du rapport susmentionné et du programme de travail proposé par le Secrétaire général;

2. *Prie* la Commission du développement social de faire rapport périodiquement au Conseil économique et social sur l'état d'avancement de ses travaux dans ce domaine.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

³⁹ E/CN.5/420/Add.1.

⁴⁰ E/CN.5/420.

AUTRES DECISIONS

Projet de déclaration sur le développement social

A sa 1530^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a décidé de communiquer le texte du projet de déclaration sur le développement social, tel qu'il a été présenté par la Commission du développement social⁴¹, ainsi que tous les amendements soumis au cours de la quarante-quatrième session du Conseil⁴² et toutes les observations et réserves pertinentes formulées au cours de cette session, aux Etats Membres de l'Organisation

⁴¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 5 (E/4467/Rev.1), annexe I.

⁴² E/AC.7/L.535, 538 à 540, 543 et 544.

des Nations Unies pour qu'ils présentent leurs observations et, par la suite, à l'Assemblée générale pour qu'elle l'examine à sa vingt-troisième session en tant que point distinct de l'ordre du jour.

Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification⁴³

A sa 1526^e séance, le 28 mai 1968, le Conseil a décidé de ne pas prendre de décision au sujet du projet

⁴³ Voir également la résolution 1303 (XLIV) relative au programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

de résolution IV relatif à la création d'un groupe de travail de l'habitation, de la construction et de la planification qui figure au chapitre VII du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification⁴⁴ et il a décidé de faire passer les projets 2.8 (Aspects sociaux de l'habitation et de l'urbanisation), 2.9 (Architecture des habitations à bon marché et installations collectives) et 2.10 (Industrialisation de la construction) de la catégorie II à la catégorie I du programme de travail du Comité pour 1968-1970⁴⁵.

⁴⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 7 (E/4440).

⁴⁵ Ibid., chap. IV.

Rapport de la Commission de la population⁴⁶

A sa 1520^e séance, le 23 mai 1968, le Conseil a pris acte des chapitres IV, V, VI et VII du rapport de la Commission de la population⁴⁷ et a décidé de renvoyer à la quarante-cinquième session l'examen des autres chapitres du rapport et du projet de résolution figurant dans le chapitre XI du rapport ainsi que de la section du rapport du Comité du programme et de la coordination relatif aux programmes démographiques⁴⁸.

⁴⁶ Voir également la résolution 1303 (XLIV) relative au programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

⁴⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 9 (E/4454).

⁴⁸ E/4493/Add.1.

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

1302 (XLIV). Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux : rapport du Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné, conformément à sa résolution 277 (X) du 17 février 1950, la question de la violation des droits syndicaux dans la République sud-africaine, sur laquelle le Bureau international du Travail avait appelé son attention à la suite d'une communication de la Fédération syndicale mondiale⁴⁹,

Rappelant que, conformément à sa résolution 1216 (XLII) du 1^{er} juin 1967, le Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme⁵⁰ a été autorisé à examiner les plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans la République sud-africaine,

1. *Prend note avec satisfaction* du travail accompli par le Groupe spécial d'experts et de son rapport⁵¹,

2. *Condamne*, en tant que violation du droit de libre association et en tant que manifestation de la politique criminelle d'*apartheid*, les atteintes qui continuent à être portées aux droits syndicaux et les poursuites illégales, contraires aux normes internationales généralement acceptées et incompatibles avec la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies, qui sont engagées contre des travailleurs syndiqués;

3. *Approuve* les conclusions et recommandations du Groupe spécial d'experts;

4. *Engage* le Gouvernement de la République sud-africaine à se conformer aux normes internationales généralement acceptées en ce qui concerne le droit de libre association et, en particulier, à

a) Modifier sa législation en matière de droits syndicaux afin d'établir un système non discriminatoire qui

permette à toutes les personnes, quelle que soit leur origine raciale, d'exercer librement leurs droits syndicaux;

b) Reconnaître légalement toutes les organisations syndicales africaines existantes;

c) Reconnaître officiellement le droit de grève aux travailleurs africains et annuler les dispositions qui font de la grève un délit pénal pour ces travailleurs;

d) Abolir les "*job reservations*";

e) Abroger les dispositions de la loi relative aux maîtres et aux serviteurs (*Masters and Servants Act*) et de la loi de 1936 sur la création du fonds bantou et sur les terres réservées aux Bantous (*Bantu Trust and Land Act*), qui prévoient des sanctions pénales pour la rupture des contrats de travail par les travailleurs africains et qui ont pour effet de contraindre les travailleurs agricoles et domestiques africains à travailler dans des conditions proches de l'esclavage ou de la servitude;

f) Abolir la loi sur la répression du communisme (*Suppression of Communism Act*) et s'abstenir de poursuivre les travailleurs et syndicalistes africains à cause de leurs activités syndicales sous le prétexte d'infractions au droit commun;

g) Abroger les dispositions générales ou particulières qui affectent de manière directe ou indirecte l'exercice des droits syndicaux;

h) Rouvrir les procès qui ont abouti à la condamnation des travailleurs et syndicalistes mentionnés dans la plainte présentée par la Fédération syndicale mondiale le 3 mars 1966, afin de réviser les peines infligées et d'assurer le respect des droits syndicaux et la libération des personnes en question;

i) Libérer tous les syndicalistes qui sont emprisonnés à cause de leurs activités syndicales;

5. *Engage en outre* le Gouvernement de la République sud-africaine à mettre immédiatement en application les recommandations susmentionnées et à informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des mesures qu'il aura prises à cet effet;

6. *Décide* de demander au Groupe spécial d'experts dont le mandat a été renouvelé par la résolution 2 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme⁵², de poursuivre l'examen de la question des atteintes qui

⁵² Ibid., quarante-quatrième session, Supplément n° 4 (E/4475), chap. XVIII.

⁴⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Annexes, point 14 de l'ordre du jour, document E/4305.

⁵⁰ Ibid., quarante-deuxième session, Supplément n° 6 (E/4322), par. 268.

⁵¹ Ibid., quarante-quatrième session, Annexes, point 16 de l'ordre du jour, document E/4459.

continuent à être portées aux droits syndicaux dans la République sud-africaine, en s'intéressant également aux atteintes à l'exercice des droits syndicaux qui se produisent dans le Territoire du Sud-Ouest africain, qui relève de la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et est occupé illégalement à l'heure actuelle par le Gouvernement de la République sud-africaine;

7. *Décide en outre* de demander au Groupe spécial d'experts d'examiner de la même manière, en coopération avec la puissance administrante, le Royaume-Uni, et en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail, compte dûment tenu des responsabilités primordiales qui incombent à cette dernière en la matière, le déni et les violations des droits syndicaux par le régime raciste illégal de la Rhodésie du Sud;

8. *Autorise* le Groupe spécial d'experts à recevoir des communications, à entendre des témoins et à prendre toutes autres dispositions nécessaires pour mener son travail à bien rapidement;

9. *Invite* le Groupe spécial d'experts à faire rapport sur ses conclusions au Conseil économique et social, lors de sa quarante-sixième session, et à présenter ses recommandations quant aux mesures qu'il convient de prendre dans des cas déterminés;

10. *Prie* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de fournir au Groupe spécial d'experts toute l'aide et toutes les facilités dont il pourra avoir besoin pour s'acquitter de son mandat;

11. *Décide* de transmettre le rapport du Groupe spécial d'experts créé en application de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, pour information, au Comité spécial chargé d'étudier la politique d'*apartheid* du Gouvernement de la République sud-africaine, et recommande de faire figurer les résultats des recherches du Groupe spécial d'experts en ce qui concerne les atteintes à l'exercice des droits syndicaux dans les documents du Comité spécial destinés à être largement diffusés à des fins d'information.

12. *Prie en outre* le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de donner le maximum de publicité au rapport du Groupe spécial d'experts.

1526^e séance plénière,
28 mai 1968.

1323 (XLIV). Rapport de la Commission de la condition de la femme

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa vingt et unième session⁵³.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1324 (XLIV). Droits politiques de la femme

Le Conseil économique et social,

Notant le mémorandum du Secrétaire général sur les constitutions, lois électorales et autres textes législatifs relatifs aux droits politiques de la femme qui contient les renseignements pertinents dont le Secrétaire général disposait au 15 septembre 1967⁵⁴,

Notant également le rapport du premier Cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme⁵⁵ qui

s'est tenu à Helsinki (Finlande) en août 1967 et qui a été organisé sur une base mondiale conformément à la résolution 1124 (XLI) du Conseil, en date du 26 juillet 1966,

1. *Reconnait* que des progrès considérables ont été réalisés en ce qui concerne l'octroi des droits politiques aux femmes et qu'il ne reste maintenant que quelques pays où les femmes n'ont pas le droit de vote et ne sont pas éligibles ou dans lesquels le droit de vote ou l'éligibilité des femmes sont soumis à des restrictions qui ne sont pas imposées aux hommes;

2. *Note* cependant que, bien que les femmes aient maintenant acquis les droits civiques et politiques dans des conditions d'égalité avec les hommes en vertu de la législation de presque tous les pays, l'exercice de ces droits, de même que l'influence effective des femmes pour toutes les questions de politique ainsi que leur pleine participation à l'élaboration de la politique à tous les niveaux, sont limités en pratique dans un certain nombre de ces pays;

3. *Considère* que les gouvernements et les organes compétents des Nations Unies devraient accorder dorénavant une attention particulière aux possibilités offertes aux femmes et à la mesure dans laquelle elles exercent leurs droits politiques, notamment le droit de vote, le droit d'être éligibles et le droit d'occuper des emplois publics et d'exercer des fonctions publiques;

4. *Prie instamment* tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées qui ne l'ont pas encore fait de prendre sans délai les mesures nécessaires pour accorder aux femmes les droits politiques dans des conditions d'égalité avec les hommes, si possible pendant l'Année internationale des droits de l'homme;

5. *Invite* tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, qui ne l'ont pas encore fait, à ratifier la Convention sur les droits politiques de la femme⁵⁶ ou à adhérer à cette convention, si possible pendant l'Année internationale des droits de l'homme;

6. *Appelle l'attention* des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées sur les conclusions contenues dans le rapport du Cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme⁵⁷, qui s'est tenu à Helsinki (Finlande) en août 1967, et en particulier sur les suggestions à l'intention des gouvernements⁵⁸;

7. *Appelle également l'attention* des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales sur les conclusions et suggestions contenues dans le rapport du Cycle d'études susmentionné⁵⁹.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1325 (XLIV). Mesures visant à mettre en œuvre la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de l'adoption unanime, le 7 novembre 1967, par l'Assemblée générale, lors de sa vingt-

⁵³ Résolution 640 (VII) de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1952, annexe.

⁵⁷ ST/TAO/HR/30, chap. VIII.

⁵⁸ *Ibid.*, par. 153.

⁵⁹ *Ibid.*, par. 154 et 155.

⁵³ *Ibid.*, Supplément n° 6 (E/4472).

⁵⁴ A/6807 et Add.1.

⁵⁵ ST/TAO/HR/30.

deuxième session, de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes⁶⁰,

Reconnaissant la contribution que les femmes ont apportée et peuvent apporter au développement de leur pays, et la nécessité d'agir rapidement pour éliminer les mesures discriminatoires qui les empêchent de participer pleinement à tous les aspects de la vie nationale.

Considérant que la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes invite les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les individus à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour promouvoir l'application des principes contenus dans ladite Déclaration, en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, tant en droit qu'en fait,

Considérant que l'Année internationale des droits de l'homme en 1968 fournit une excellente occasion de diffuser ladite Déclaration,

1. *Prie* le Secrétaire général et les institutions spécialisées de prendre les mesures voulues pour assurer la diffusion immédiate du texte de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes par l'intermédiaire de leurs services respectifs;

2. *Invite* les Etats Membres, les organisations nationales compétentes et les organisations non gouvernementales à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire reconnaître, en droit et en fait, les principes énoncés dans la Déclaration et à cette fin :

a) A diffuser le texte de la Déclaration le plus largement possible, dans la langue de leur pays, à publier des brochures, des articles et des commentaires consacrés à la Déclaration et à utiliser tous autres moyens de communication appropriés;

b) A entreprendre des études sur l'évolution rapide du rôle traditionnellement dévolu aux hommes et aux femmes en ce qui concerne leur participation à la vie de la famille et de la société dans son ensemble;

c) A encourager, dans tout le pays, des programmes visant à mettre en œuvre les dispositions de la Déclaration;

3. *Invite* les institutions spécialisées à entreprendre et à poursuivre d'autres études sur la transformation du rôle des hommes et des femmes dans un monde en évolution;

4. *Invite* les organisations non gouvernementales internationales à participer pleinement aux activités visant à faire connaître la Déclaration et à l'application des principes qui y sont consacrés;

5. *Invite* les gouvernements des Etats Membres à étudier la possibilité de reviser leur législation nationale en fonction des principes énoncés dans la Déclaration;

6. *Prie* les Etats Membres, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées de faire connaître au Secrétaire général la diffusion donnée à la Déclaration et les mesures prises par eux en application des principes de la Déclaration;

7. *Prie* le Secrétaire général de soumettre à la Commission de la condition de la femme, lors de sa vingt-deuxième session et lors de ses sessions ultérieures, pour examen, un rapport sur les renseignements qu'il aura reçus au sujet de la Déclaration.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1326 (XLIV). La planification de la famille et la condition de la femme

Le Conseil économique et social,

Considérant que, par sa résolution 2211 (XXI), en date du 17 décembre 1966, l'Assemblée générale a reconnu la souveraineté des nations en ce qui concerne la formulation et la mise en œuvre de leur propre politique démographique, compte dûment tenu du principe selon lequel chaque famille doit pouvoir déterminer librement le nombre de ses membres,

Considérant que, dans la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes⁶¹, adoptée à l'unanimité le 7 novembre 1967, l'Assemblée générale a reconnu aux hommes et aux femmes des droits égaux en ce qui concerne l'accès aux renseignements d'ordre éducatif leur permettant d'assurer la santé et le bien-être de leur famille,

Notant le mandat et les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine démographique,

Notant également que divers programmes de planification de la famille offrent des services qui comprennent un enseignement sur la parenté responsable, le traitement de la stérilité, la fourniture de soins à la mère et à l'enfant ainsi que la diffusion de renseignements d'ordre éducatif, y compris l'éducation sexuelle et les conseils matrimoniaux,

Reconnaissant que les programmes de cette nature qui prennent forme actuellement entraînent d'importantes conséquences pour les femmes dans plusieurs domaines,

1. *Prie* le Secrétaire général de transmettre le rapport intérimaire sur la planification de la famille et la condition de la femme⁶² aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, aux institutions spécialisées compétentes et aux organisations non gouvernementales intéressées;

2. *Invite* les gouvernements intéressés des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées :

a) A entreprendre des enquêtes nationales ou des études de cas d'espèce sur la condition de la femme et la planification de la famille, en tenant compte de facteurs tels que les répercussions qu'ont pour la condition de la femme les effets de l'accroissement démographique sur le développement économique et social, les facteurs influant sur la fécondité qui ont un rapport direct avec la condition de la femme, l'incidence de la dimension de la famille sur le bien-être de la mère et de l'enfant, la portée des programmes actuels de planification de la famille eu égard à la condition de la femme, enfin, les tendances actuelles de l'accroissement démographique et de la dimension de la famille, ainsi que la protection des droits de l'homme, notamment de ceux de la femme;

b) A faire connaître au Secrétaire général leurs conclusions qui serviront de base à un nouveau rapport sur la question;

3. *Invite* les institutions spécialisées compétentes à coopérer, dans leurs domaines respectifs, à l'étude plus poussée des rapports entre la condition de la femme et la planification de la famille;

4. *Demande* aux organisations non gouvernementales intéressées de communiquer au Secrétaire général tous renseignements pertinents qu'elles pourraient posséder

⁶⁰ Résolution 2263 (XXII) de l'Assemblée générale.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² E/CN.6/497.

au sujet des facteurs mentionnés à l'alinéa *a* du paragraphe 2 ci-dessus;

5. *Approuve* la décision prise par la Commission de la condition de la femme de nommer un Rapporteur spécial chargé de poursuivre l'étude de la condition de la femme et de la planification de la famille et de faire rapport sur les nouvelles mesures qui pourraient être prises par la Commission dans ce domaine;

6. *Invite* le Rapporteur spécial à tenir compte des renseignements fournis conformément à la présente résolution.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

* * *

A sa 1530^e séance plénière, le Conseil, agissant conformément au paragraphe 5 de la résolution ci-dessus, a nommé Mme Helvi L. Sipilä (Finlande) rapporteur spécial.

1327 (XLIV). Accès de la femme aux études

Le Conseil économique et social,

Rappelant les principes énoncés dans le préambule et les articles 9 et 10 de la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes⁶³ ainsi que les principes contenus dans la Convention de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement⁶⁴,

Rappelant également les suggestions et les conclusions du Cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme⁶⁵ qui s'est tenu à Helsinki (Finlande) en août 1967,

Notant également l'importance de la contribution des femmes au développement urbain et rural,

Tenant compte de l'orientation des programmes et des projets pilotes de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture qui tendent à encourager les jeunes filles et les femmes à faire des études scientifiques et technologiques,

Constatant avec satisfaction qu'un nombre grandissant de jeunes filles et de femmes fréquentent les établissements d'enseignement technique et professionnel,

Constatant cependant que le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture⁶⁶ fait encore état de situations de fait qui retardent ou compromettent la pleine participation des femmes à la vie économique et sociale telles que : le nombre insuffisant des établissements techniques recevant des élèves du sexe féminin, l'inadaptation des programmes scolaires à la préparation à un large éventail de métiers en rapport avec les possibilités d'emploi, tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement, dans les zones rurales et urbaines, l'insuffisance de l'information donnée aux familles sur les choix de formation ou l'inexistence d'une telle information et l'insuffisance de l'orientation eu

égard aux potentialités des jeunes filles, la persistance de l'orientation vers des métiers dits féminins dont les débouchés sont limités, la confusion entre l'enseignement préparant à un emploi et la préparation aux responsabilités familiales,

Constatant que l'analphabétisme des jeunes filles et des femmes et les déperditions d'effectifs constituent encore, dans certaines parties du monde, des obstacles majeurs à leur accès à l'enseignement technique et professionnel,

1. *Prie* le Secrétaire général d'élaborer, de concert avec les institutions spécialisées, une politique internationale visant à promouvoir et à accélérer une formation technique et professionnelle qui tienne compte des possibilités d'emploi pour de vastes segments de la population féminine des pays en voie de développement;

2. *Apprécie* les efforts de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en faveur de l'enseignement technique et professionnel des jeunes filles et des femmes et ceux de l'Organisation internationale du Travail en faveur de leur formation professionnelle;

3. *Apprécie* la proposition de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de présenter à la Commission de la condition de la femme, lors de sa vingt-deuxième session, les résultats d'une étude comparative sur la mixité dans l'éducation, cet aspect des problèmes d'éducation étant particulièrement important pour l'égalité d'accès à l'éducation;

4. *Prie* les organismes des Nations Unies d'intensifier leur collaboration dans les domaines de l'éducation, de l'orientation et de la formation professionnelles des jeunes filles et des femmes, en utilisant tous les moyens d'action dont disposent ces organismes — en particulier l'octroi aux femmes de bourses de formation pour les cadres moyens — afin de promouvoir la pleine participation des jeunes filles et des femmes au développement économique et social;

5. *Invite* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à poursuivre ses recherches, dans le cadre de la planification de l'éducation, en vue de l'insertion de la préparation technique et professionnelle adéquate des jeunes filles et des femmes dans les plans et programmes d'éducation scolaire et d'éducation permanente qui permettent à toute personne de commencer, poursuivre ou reprendre des études dans des établissements d'enseignement technique et professionnel;

6. *Invite également* l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à veiller à ce que les programmes d'assistance en vue de l'alphabetisation sélective fonctionnelle donnent aux jeunes filles et aux femmes analphabètes les bases d'une éducation technique en même temps que les notions fondamentales d'alphabetisation;

7. *Suggère* aux Etats Membres qui ne l'ont pas déjà fait et qui établissent leurs plans d'éducation :

a) De prendre toutes les mesures législatives, administratives et financières pour assurer aux jeunes filles et aux femmes l'accès à tous les établissements d'enseignement technique et professionnel sans aucune discrimination;

b) D'assurer un enseignement général adéquat, complété par un enseignement civique et politique, et une préparation aux responsabilités familiales aux enfants des deux sexes dans les dernières années de l'ensei-

⁶³ Résolution 2263 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 7 novembre 1967.

⁶⁴ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, *Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*, adoptée par la Conférence générale à sa onzième session, Paris, 14 décembre 1960.

⁶⁵ Voir ST/TAO/HR/30, chap. VIII.

⁶⁶ E/CN.6/498.

gnement du premier degré et dans l'enseignement moyen, aussi bien technique et professionnel que général;

c) De diversifier les programmes de l'enseignement technique et professionnel en tenant compte des mutations sectorielles et de préparer les élèves des deux sexes à ces mutations qui caractérisent les sociétés modernes, quel que soit leur degré de développement;

d) D'accorder une attention particulière à l'information sur les possibilités d'emploi donnée aux familles et aux adolescentes à l'entrée dans l'enseignement technique ou professionnel;

e) D'étudier toutes les mesures nécessaires — y compris l'octroi de bourses d'entretien — pour assurer aux jeunes filles et aux femmes des zones rurales les possibilités de faire des études techniques dans des conditions égales avec les hommes.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1328 (XLIV). Influence du progrès scientifique et technique sur la condition des travailleurs féminins

Le Conseil économique et social,

Considérant que les avantages du progrès scientifique et technique doivent servir à l'humanité,

Tenant compte de l'effet positif que ce progrès pourrait avoir sur l'emploi et les conditions de travail de la femme,

Rappelant sa résolution 1136 (XLI) du 26 juillet 1966 relative à l'influence du progrès scientifique et technique sur la condition des travailleurs féminins,

Notant l'importance des rapports de l'Organisation internationale du Travail⁶⁷ sur ses études et les mesures qu'elle a prises au sujet de cette question,

Considérant que la question doit être étudiée plus à fond aussi bien par l'Organisation internationale du Travail que par la Commission de la condition de la femme,

1. *Invite* les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées qui sont en mesure de le faire à entreprendre des études nationales relatives à l'influence du progrès scientifique et technique sur les conditions de travail et d'emploi de la femme, notamment en ce qui concerne :

a) L'emploi et le chômage;

b) L'orientation professionnelle et la formation professionnelle;

c) La formation et le recyclage des femmes plus âgées;

d) La rémunération;

e) Les heures de travail et les loisirs;

f) La sécurité et la santé;

g) Les soins aux enfants;

et de communiquer les résultats de ces études au Secrétaire général qui, en consultation avec l'Organisation internationale du Travail, prendra des dispositions pour les soumettre, sous une forme appropriée, à la Commission de la condition de la femme, si possible lors de sa vingt-troisième session;

2. *Invite* le Conseil d'administration de l'Organisation internationale du Travail à examiner l'opportunité :

a) D'inscrire la question des effets du progrès scientifique et technique sur l'emploi et les conditions de travail de la femme tant dans les pays développés que dans les pays en voie de développement à l'ordre du jour de la prochaine réunion de conseillers pour les problèmes du travail féminin;

b) D'inscrire à l'ordre du jour d'une future session de la Conférence internationale du Travail la question des effets du progrès scientifique et technique sur l'emploi, notamment sur l'emploi de la femme;

3. *Recommande* à l'Organisation internationale du Travail de poursuivre l'étude des effets positifs et négatifs du progrès scientifique et technique sur l'emploi et les conditions de travail de la femme et de faire connaître ses conclusions à la Commission de la condition de la femme;

4. *Recommande* à la Commission de la condition de la femme de poursuivre l'étude de la question et de préparer des recommandations à l'intention du Conseil économique et social.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1329 (XLIV). Rapport de la Commission des droits de l'homme

Le Conseil économique et social

Prend acte du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-quatrième session⁶⁸.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1330 (XLIV). Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme

Le Conseil économique et social,

Prenant note des recommandations formulées par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 14 (XXIV)⁶⁹ sur la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme,

1. *Autorise* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à entreprendre une étude des mesures qui pourraient être prises pour appliquer la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage⁷⁰ et la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage⁷¹ ainsi que les diverses recommandations contenues dans les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et de la Commission des droits de l'homme relatives aux pratiques esclavagistes de l'apartheid et du colonialisme;

2. *Autorise en outre* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à entreprendre une étude des possibilités d'une action de police internationale pour arrêter et

⁶⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 4 (E/4475).

⁶⁹ Ibid., chap. XVIII.

⁷⁰ Voir Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.6, p. 43.

⁷¹ Ibid., p. 46.

⁶⁷ E/CN.6/499 et E/CN.6/500.

réprimer le transport de personnes en danger d'être réduites en esclavage, compte tenu, le cas échéant, des opinions des organisations internationales compétentes ;

3. *Prie* le Secrétaire général d'établir, en consultation avec la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités et sous réserve de l'approbation de la Commission des droits de l'homme, une liste d'experts dans les disciplines économiques, sociologiques, juridiques et les autres disciplines pertinentes, dont les Etats soucieux de mettre fin à l'esclavage et à la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme, pourraient demander les avis ;

4. *Rappelle* aux gouvernements que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées disposent, au titre de leurs programmes ordinaires d'assistance technique, de possibilités de fournir aux gouvernements une assistance en vue d'éliminer l'esclavage et la traite des esclaves, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme, et de les aider à résoudre les problèmes économiques et sociaux qui pourront en résulter ;

5. *Prie* tous les gouvernements d'exercer leur influence et d'employer toutes leurs ressources pour aider à éliminer totalement les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme, telles qu'elles existent en particulier en Rhodésie du Sud, dans le Sud-Ouest africain et en Afrique du Sud ;

6. *Affirme* que les lois relatives aux maîtres et serviteurs actuellement en vigueur en Rhodésie du Sud, dans le Sud-Ouest africain et en Afrique du Sud sont des manifestations évidentes d'esclavage et de traite des esclaves.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1331 (XLIV). Mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectent la condition de la femme

Le Conseil économique et social,

Inquiet de voir que, d'après le *Rapport sur l'esclavage* établi par le Rapporteur spécial⁷², l'esclavage, la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues existent encore dans de nombreuses régions du monde et que les femmes en particulier sont parmi les victimes de ces institutions et pratiques,

1. *Condamne* l'esclavage, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme, la traite des esclaves et les institutions et pratiques analogues telles que les mariages sans consentement, la traite des êtres humains aux fins de prostitution, la cession et la dévolution successorale des femmes et autres pratiques dégradantes analogues ;

2. *Note avec satisfaction* les recommandations contenues dans la résolution 4 (XX) de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités⁷³ et prie le Secrétaire général :

a) De demander aux Etats Membres quelles seraient à leur avis les nouvelles mesures qui pourraient être prises pour mettre en œuvre la Convention internatio-

⁷² Publication des Nations Unies, numéro de vente : 67.XIV.2.
⁷³ E/CN.4/947, par. 111.

nale de 1926 relative à l'esclavage⁷⁴ et la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage⁷⁵ ;

b) D'organiser des cycles d'études sur la question de l'élimination de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme, et d'inviter les organisations non gouvernementales à assister à ces réunions ;

3. *Lance un appel* à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils deviennent parties le plus tôt possible à la Convention internationale de 1926 relative à l'esclavage, à la Convention supplémentaire de 1956, à la Convention de 1949 pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui⁷⁶ et à la Convention de 1962 sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages⁷⁷ ;

4. *Prie* les institutions spécialisées, dans les domaines relevant de leur compétence, et en particulier l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation mondiale de la santé, de rechercher les moyens qui leur permettraient de contribuer le plus efficacement à la réadaptation des femmes et des jeunes filles libérées de l'esclavage et des pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme sous toutes leurs manifestations, et de faire connaître leurs conclusions au Conseil économique et social ;

5. *Prie* tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées d'accorder leur protection à toutes les personnes fuyant l'esclavage et les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme, sous quelque forme que ce soit, et prie les Etats qui accueilleraient ces personnes de présenter un rapport au Secrétaire général ;

6. *Remercie* les organisations non gouvernementales qui ont lutté avec résolution et constance contre l'institution dégradante que constituent l'esclavage et les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme et toutes leurs manifestations et les prie de poursuivre leurs efforts pour éliminer ces pratiques.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1332 (XLIV). Mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale et la politique d'*apartheid* et de ségrégation en Afrique australe

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

"L'Assemblée générale,

"Ayant examiné la recommandation figurant dans la résolution 1332 (XLIV) du Conseil économique et social, en date du 31 mai 1968,

⁷⁴ Voir Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.6, p. 43.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 46.

⁷⁶ Résolution 317 (IV) de l'Assemblée générale, en date du 2 décembre 1949, annexe.

⁷⁷ Résolution 1763 A (XVII) de l'Assemblée générale, en date du 7 novembre 1962, annexe.

“*Rappelant* sa résolution 2144 A (XXI) du 26 octobre 1966, par laquelle elle a invité le Conseil économique et social et la Commission des droits de l’homme à examiner d’urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont l’Organisation des Nations Unies dispose pour mettre fin aux violations des droits de l’homme partout où celles-ci se produisent,

“*Rappelant également* sa résolution 2145 (XXI) du 27 octobre 1966, par laquelle l’Assemblée a mis fin au Mandat de l’Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain,

“*Tenant compte* de sa résolution 2307 (XXII) du 13 décembre 1967 sur la politique d’apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et de ses résolutions 2324 (XXII) et 2325 (XXII) du 16 décembre 1967 sur la question du Sud-Ouest africain,

“*Tenant compte* des documents et recommandations des cycles d’études sur l’apartheid, qui se sont tenus au Brésil, en 1966, et en Zambie, en 1967,

“*Gravement préoccupée* par les preuves indiquant que le Gouvernement sud-africain et le régime illégal de la minorité raciste en Rhodésie du Sud se livrent à des pratiques inhumaines contre la population non blanche de l’Afrique du Sud, du Sud-Ouest africain et de la Rhodésie du Sud,

“*Notant* que le Gouvernement sud-africain et le régime illégal de la Rhodésie du Sud sont soutenus dans leur politique d’apartheid et de discrimination raciale du fait que plusieurs Etats continuent d’entretenir avec eux des relations commerciales ainsi que des relations diplomatiques, culturelles et autres, et de leur apporter une aide militaire,

“*Convaincue* que les violations flagrantes dont les droits de l’homme font l’objet en Afrique australe doivent gravement préoccuper la collectivité internationale et exigent, de la part de l’Organisation des Nations Unies, une action immédiate et efficace,

1. *Fait siennes* les recommandations du Rapporteur spécial nommé par la Commission des droits de l’homme aux termes de sa résolution 7 (XXIII)⁷⁸ qui tendent à ce que le Gouvernement sud-africain soit prié d’abroger, de modifier et de remplacer les lois mentionnées au paragraphe 1547 du rapport du Rapporteur spécial⁷⁹;

“2. *Estime* essentiel que, afin de se conformer aux obligations qui lui incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement sud-africain s’engage à abroger, à modifier et à remplacer les différentes lois discriminatoires qui sont citées au paragraphe 1547 du rapport du Rapporteur spécial;

“3. *Invite* le Gouvernement sud-africain à abroger, modifier et remplacer les lois en vigueur en Afrique du Sud qui sont visées au paragraphe 1 ci-dessus, et à faire rapport au Secrétaire général sur les mesures qu’il aura prises ou envisagera de prendre conformément au présent paragraphe;

“4. *Demande instamment* à tous les Etats d’encourager les organes d’information se trouvant sur leur territoire à faire connaître les méfaits de l’apartheid et de la discrimination raciale et les actes inhumains commis par le Gouvernement sud-africain et le ré-

gime illégal de la Rhodésie du Sud, ainsi que les buts et objectifs de l’Organisation des Nations Unies et les efforts qu’elle déploie pour éliminer ces méfaits;

“5. *Condamne* l’action de tous les gouvernements qui, en violation des résolutions de l’Organisation des Nations Unies, continuent d’entretenir des relations diplomatiques, commerciales, militaires, culturelles et autres avec la République sud-africaine et le régime illégal de la Rhodésie du Sud;

“6. *Invite* ces gouvernements à mettre fin à ces relations;

“7. *Prie* le Secrétaire général de prendre des mesures pour attirer l’attention d’un public aussi large que possible sur les méfaits de ces politiques par l’action des organisations non gouvernementales, syndicats, églises, groupements d’étudiants et autres organisations intéressées, ainsi que par celle des bibliothèques et des écoles;

“8. *Prie également* le Secrétaire général de garder constamment à l’étude la question des moyens d’encourager les institutions spécialisées et les organes de l’Organisation des Nations Unies qui s’occupent de questions relatives à l’apartheid et à la discrimination raciale en Afrique australe à coopérer et à coordonner leurs activités;

“9. *Prie en outre* le Secrétaire général d’établir un centre d’information des Nations Unies dans la République sud-africaine en vue de faire largement connaître les buts et objectifs de l’Organisation des Nations Unies;

“10. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l’Assemblée générale, lors de sa vingt-quatrième session, sur l’application de la présente résolution et, en particulier, sur les mesures que le Gouvernement sud-africain aura prises pour donner effet au paragraphe 3 ci-dessus.”

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1333 (XLIV). Rapport du Groupe spécial d’experts chargé d’étudier le traitement des prisonniers politiques en République sud-africaine

Le Conseil économique et social

Recommande à l’Assemblée générale d’adopter le projet de résolution ci-après :

“*L’Assemblée générale,*

“*Ayant examiné* les recommandations figurant dans la résolution 1333 (XLIV) du Conseil économique et social, en date du 31 mai 1968,

“*Rappelant* sa résolution 2144 A (XXI) du 26 octobre 1966 sur la question de la violation des droits de l’homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d’apartheid, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, et sa résolution 2307 (XXII) du 13 décembre 1967 sur la politique d’apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine,

“*Gravement préoccupée* par les preuves que le rapport⁸⁰ du Groupe spécial d’experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission

⁷⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 6 (E/4322), par. 376.

⁷⁹ E/CN.4/949/Add.4.

⁸⁰ E/CN.4/950 et Corr.1.

des droits de l'homme⁸¹ donne de l'intensification des pratiques inhumaines dont le Gouvernement sud-africain use contre les adversaires de la politique d'*apartheid*,

"Décidée à protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales et souhaitant qu'il soit mis fin immédiatement et d'urgence aux violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la République sud-africaine,

"1. Réaffirme qu'elle reconnaît la légitimité de la lutte que les adversaires de l'*apartheid* mènent pour jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

"2. Condamne sous toutes leurs formes les tortures et les traitements inhumains et dégradants infligés aux prisonniers et aux détenus dans les prisons sud-africaines et aux personnes arrêtées par la police dans la République sud-africaine, au cours des interrogatoires et pendant la détention dans les prisons comme l'indique le rapport du Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme;

"3. Demande au Gouvernement sud-africain :

"a) D'entreprendre des enquêtes sur les violations mentionnées dans le rapport du Groupe spécial d'experts en vue de déterminer le degré de responsabilité des individus dont le nom figure dans l'appendice II au chapitre VII dudit rapport, afin de les punir en conséquence;

"b) D'offrir à toutes les personnes auxquelles il a été porté préjudice la possibilité de toucher des dommages-intérêts;

"c) D'abolir la loi des cent quatre-vingt jours et la loi sur le terrorisme en vertu desquelles les adversaires de la politique d'*apartheid* peuvent être détenus sans inculpation ni procès, ainsi que la loi sur la répression du communisme, la loi sur le sabotage et lois analogues, et de s'abstenir également d'incorporer dans d'autres lois les principes contenus dans ces lois;

"d) De remettre immédiatement en liberté M. Robert Sobukwe;

"e) De remettre immédiatement en liberté tous les autres prisonniers politiques et toutes les personnes détenues dans les prisons sud-africaines ou arrêtées par la police en raison de leur opposition à la politique d'*apartheid*;

"4. Prie les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de faire en sorte que la plus grande publicité soit donnée sur leur territoire au rapport du Groupe spécial d'experts;

"5. Demande au Gouvernement sud-africain de faire rapport au Secrétaire général sur les mesures qu'il aura prises ou envisagera de prendre conformément au paragraphe 3 ci-dessus;

"6. Prie le Secrétaire général :

"a) De prendre des mesures pour porter le plus largement possible à l'attention du public le rapport du Groupe spécial d'experts;

"b) De faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-quatrième session, sur l'application de la présente résolution."

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

⁸¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-deuxième session, Supplément n° 6 (E/4322), par. 268.

1334 (XLIV). Composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

Le Conseil économique et social,

Notant la résolution 9 (XXIV) de la Commission des droits de l'homme⁸²,

Souhaitant une plus large représentation des différents systèmes juridiques, régions et cultures ainsi qu'une représentation géographique équitable dans la composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. Décide de porter à 26, à partir de 1969, le nombre des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;

2. Prie la Commission des droits de l'homme d'élire à sa vingt-cinquième session, 26 membres de la Sous-Commission, parmi les experts nommés par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, sur la base suivante :

Etats d'Afrique et d'Asie, 12 membres;

Etats d'Europe occidentale et autres Etats, 6 membres;

Etats d'Amérique latine, 5 membres;

Etats d'Europe orientale, 3 membres.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1335 (XLIV). Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale

Le Conseil économique et social

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

"L'Assemblée générale,

"Rappelant sa résolution 2331 (XXII) du 18 décembre 1967 intitulée "Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale",

"Affirmant à nouveau que le nazisme ainsi que l'idéologie et la politique d'*apartheid* qui lui sont similaires sont incompatibles avec les objectifs de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme⁸³, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide⁸⁴ de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁸⁵, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁸⁶ et d'autres instruments internationaux,

"Exprimant sa vive inquiétude devant le fait que, en violation de la résolution 2331 (XXII) de l'Assemblée générale, les activités des groupes et organisations qui propagent le nazisme et des idéologies similaires n'ont toujours pas pris fin,

⁸² Ibid., quarante-quatrième session, Supplément n° 4 (E/4475), chap. XVIII.

⁸³ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale, en date du 10 décembre 1948.

⁸⁴ Résolution 260 A (III) de l'Assemblée générale, en date du 9 décembre 1948, annexe.

⁸⁵ Résolution 1904 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 20 novembre 1963.

⁸⁶ Résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1965, annexe.

"Tenant compte du fait que, dans le passé, ces idéologies ont mené à des actes de barbarie qui ont révolté la conscience de l'humanité, à d'autres violations graves des droits de l'homme et, pour finir, à la guerre, qui a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,

"*Rappelant* que la Déclaration universelle des droits de l'homme et les deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme⁸⁷ stipulent qu'aucune de leurs dispositions ne peut être interprétée comme impliquant pour un Etat, un groupement ou un individu un droit quelconque de se livrer à une activité ou d'accomplir un acte tel que le racisme ou le nazisme et les idéologies similaires visant à la destruction des droits qui y sont énoncés,

"1. *Condamne à nouveau fermement* le nazisme, le racisme, l'*apartheid* et toutes autres idéologies et pratiques similaires fondées sur l'intolérance raciale et la terreur comme constituant une violation flagrante des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ainsi que des principes de la Charte des Nations Unies, et une menace à la paix mondiale et à la sécurité des peuples;

"2. *Engage instamment* tous les Etats à prendre immédiatement, compte dûment tenu des principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, les dispositions législatives nécessaires et toutes autres mesures utiles pour déclarer illégaux les groupes et organisations qui se livrent à une propagande en faveur du nazisme, de la politique d'*apartheid* et d'autres formes d'intolérance raciale et pour les poursuivre en justice;

"3. *Engage* tous les Etats et tous les peuples ainsi que les organisations nationales et internationales à déployer tous leurs efforts pour extirper, le plus rapidement possible et à tout jamais, le nazisme et toutes autres idéologies et pratiques similaires, notamment l'*apartheid*, fondée sur l'intolérance raciale et la terreur;

"4. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale un résumé des renseignements dont il disposerait sur les instruments internationaux, les dispositions législatives et autres mesures qui ont été déjà adoptées, ou qui sont envisagées, tant sur le plan national que sur le plan international, en vue de mettre fin aux activités nazies et à toutes autres activités similaires, telles que l'*apartheid*;

"5. *Invite* les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées à coopérer avec le Secrétaire général en lui communiquant ces renseignements;

"6. *Décide* d'examiner cette question à sa vingt-quatrième session."

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1336 (XLIV). Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution intitulée "Respect et exercice des droits de l'homme dans les territoires occupés"⁸⁸ que la Conférence internationale des droits de l'homme réunie à Téhéran a adoptée le 7 mai 1968,

⁸⁷ Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1966, annexe.

⁸⁸ E/AC.7/L.545.

Fait sien la résolution 6 (XXIV) que la Commission des droits de l'homme a adoptée lors de sa vingt-quatrième session sous le titre "Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient"⁸⁹ et dont le texte se lit comme suit :

"La Commission des droits de l'homme,

"Rappelant les dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949 relatives à la protection des personnes civiles en temps de guerre,

"Ayant à l'esprit le principe énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme concernant le droit de toute personne de revenir dans son pays,

"Rappelant la résolution 237 (1967) du 14 juin 1967, dans laquelle le Conseil de sécurité exprime l'opinion que les droits de l'homme essentiels et inaliénables doivent être respectés, même dans les vicissitudes de la guerre, et prie le Gouvernement israélien, notamment, de faciliter le retour des habitants qui, depuis le déclenchement des hostilités, se sont enfuis des zones où des opérations militaires ont eu lieu,

"Rappelant également la résolution 2252 (ES-V), par laquelle l'Assemblée générale accueille avec une grande satisfaction la résolution 237 (1967) du Conseil de sécurité, en date du 14 juin 1967, et lance un appel pour une assistance humanitaire,

"1. *Note avec satisfaction* les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale conformément aux dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des Conventions de Genève de 1949 en ce qui concerne le respect des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient;

"2. *Affirme* que tous les habitants qui sont partis depuis le déclenchement des hostilités au Moyen-Orient ont le droit de rentrer et que le gouvernement intéressé devrait prendre les mesures voulues pour faciliter leur retour immédiat dans leur pays;

"3. *Prie* le Secrétaire général de tenir la Commission au courant de la situation en ce qui concerne les paragraphes 1 et 2 du dispositif de la présente résolution."

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

1337 (XLIV). Peine capitale

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 1918 (XVIII) de l'Assemblée générale, en date du 5 décembre 1963, par laquelle l'Assemblée priait le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à étudier le rapport intitulé *La peine capitale*⁹⁰ et les observations présentées à son sujet par le Comité consultatif spécial d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants⁹¹, et à présenter à ce sujet les recommandations qu'elle jugerait appropriées,

Rappelant en outre la résolution 2334 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1967, par laquelle l'Assemblée invitait notamment le Conseil à charger la Commission des droits de l'homme d'examiner la question de la peine capitale, y compris le projet de résolution transmis par la résolution 1243 (XLII) du Conseil, en date du 6 juin 1967, et de présenter ses recommandations sur la question, par l'in-

⁸⁹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Supplément n° 4 (E/4475)*, chap. XVIII.

⁹⁰ Publication des Nations Unies, numéro de vente : 62.IV.2.

⁹¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-cinquième session, Annexes*, point 11 de l'ordre du jour, document E/3724, sect. III.

termédiaire du Conseil, à l'Assemblée générale lors de sa vingt-troisième session,

Prenant note de la résolution 16 (XXIV) adoptée par la Commission des droits de l'homme le 8 mars 1968⁹²,

1. *Appelle à nouveau l'attention* des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies sur sa résolution 934 (XXXV) du 9 avril 1963, dans laquelle notamment il invitait instamment ces gouvernements à :

a) Suivre les recherches et, si besoin est, entreprendre des recherches, avec l'assistance de l'Organisation des Nations Unies, sur l'efficacité de la peine de mort en tant qu'instrument de prévention du crime dans leur pays, en particulier s'ils envisagent une réforme de leurs lois et de leurs pratiques ;

b) Passer en revue les catégories de crimes auxquels la peine de mort est effectivement appliquée et éliminer cette peine du droit pénal dans le cas de tout crime auquel on ne l'applique pas en fait ou auquel on n'entend pas l'appliquer ;

c) Réexaminer les moyens dont on dispose pour étudier, du point de vue médical et social, le cas de chaque délinquant passible de la peine capitale ;

2. *Prie* les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de faire part au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies après un délai convenable et à sa demande, de tout fait nouveau concernant les lois et pratiques adoptées dans leur pays en matière de peine capitale ;

3. *Présente* à l'Assemblée générale le projet de résolution ci-joint pour qu'elle prenne à sa vingt-troisième session la décision qui lui paraîtra appropriée, compte tenu des renseignements dont elle disposera à ladite session.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

ANNEXES

Projet de résolution présenté à l'Assemblée générale

PEINE CAPITALE

L'Assemblée générale,

Rappelant que l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne,

Rappelant en outre que l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

Ayant examiné le rapport intitulée *La peine capitale* en tenant compte des observations présentées à son sujet par le Comité consultatif spécial d'experts en matière de prévention du crime et de traitement des délinquants ainsi que le rapport intitulé *La peine capitale — Faits nouveaux de 1961 à 1965*⁹³,

Prenant note de la conclusion que le Comité consultatif a tirée du rapport intitulé *La peine capitale*, à savoir que, si l'on considère dans son évolution historique l'ensemble de la question de la peine capitale, on s'aperçoit qu'il existe dans le monde entier une tendance à réduire sensiblement le nombre et les catégories de crimes passibles de la peine de mort,

Prenant note également de l'opinion exprimée dans le rapport intitulé *La peine capitale — Faits nouveaux de 1961 à 1965*, selon laquelle on tend, en général, dans le monde à diminuer le nombre des exécutions,

Notant, avec le Comité consultatif, que la majorité des experts et autres spécialistes en la matière sont partisans de l'abolition de la peine capitale,

Désirant promouvoir davantage la dignité humaine et servir ainsi les objectifs de l'Année internationale des droits de l'homme,

1. *Invite* les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à :

a) Assurer l'application des procédures légales les plus scrupuleuses et les plus grandes garanties possibles à toute personne accusée d'un crime passible de la peine capitale dans les pays où elle est en vigueur, en prévoyant, notamment :

i) Qu'aucun individu condamné à la peine capitale ne sera privé du droit de faire appel devant une instance judiciaire supérieure ou de demander sa grâce ou une commutation de peine ;

ii) Qu'aucune condamnation à la peine capitale ne sera exécutée avant que les voies de recours et, selon le cas, les possibilités de grâce aient été épuisées ;

b) Examiner s'il ne serait pas possible de renforcer encore davantage les procédures légales scrupuleuses et les garanties visées à l'alinéa a ci-dessus en fixant un certain délai, ou plusieurs délais, avant l'expiration desquels aucune condamnation à mort ne sera exécutée, ainsi qu'il a déjà été proclamé dans certaines conventions internationales traitant de situations déterminées ;

c) Informer le Secrétaire général, au plus tard le 10 décembre 1970, des mesures qu'ils auront pu prendre en exécution de l'alinéa a ci-dessus et des résultats auxquels aura abouti l'examen qu'ils auront effectué en exécution de l'alinéa b ci-dessus ;

2. *Prie* le Secrétaire général de demander aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies quelle est leur attitude actuelle — avec indication des raisons sur lesquelles elle s'appuie — quant à la possibilité de restreindre encore l'application de la peine capitale ou de l'abolir totalement, et d'inviter lesdits gouvernements à préciser s'ils envisagent de restreindre ou d'abolir l'application de cette peine, et si des faits nouveaux se sont produits à cet égard depuis 1965 ;

3. *Prie en outre* le Secrétaire général de présenter à la Commission des droits de l'homme, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur la question faisant l'objet de l'alinéa c du paragraphe 1 et du paragraphe 2 ci-dessus.

1338 (XLIV). Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

Le Conseil économique et social,

Tenant compte de l'importance que revêtent les cycles d'études sur la condition de la femme,

Considérant cependant les difficultés financières qu'éprouveraient les gouvernements des pays en voie de développement à assumer la part des dépenses qui leur incomberait s'ils servaient d'hôtes à ces cycles d'études,

Notant la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1955, qui prévoit notamment que l'étendue de l'assistance et les conditions dans lesquelles cette assistance sera fournie seront déterminées par le Secrétaire général, compte dûment tenu des besoins plus grands des régions sous-développées et conformément au principe selon lequel chaque gouvernement qui aura fait une demande devra, dans la limite de ses possibilités, prendre à sa charge la totalité ou une part considérable des dépenses afférentes à l'assistance qui lui sera fournie,

1. *Prie* le Secrétaire général d'envisager la possibilité d'apporter une contribution plus importante au financement des cycles d'études sur la condition de la femme dans les pays en voie de développement ;

⁹² Ibid., quarante-quatrième session, Supplément n° 4 (F/4475), chap. XVIII.

⁹³ ST/SOA/SD/10.

2. *Prie* l'Assemblée générale d'autoriser le Secrétaire général, si aucune invitation n'est adressée par un gouvernement, à organiser des cycles d'études sur la condition de la femme au Siège de l'Organisation des

Nations Unies, à l'Office des Nations Unies à Genève ou aux sièges des commissions économiques régionales.

1530^e séance plénière,
31 mai 1968.

AUTRES DECISIONS

Lieu de réunion de la vingt-cinquième session de la Commission des droits de l'homme

A sa 1530^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a décidé de tenir compte, lorsqu'il examinera, à sa quarante-cinquième session, le point de son ordre du jour relatif au calendrier des conférences et des réunions pour 1969 et 1970, de la recommandation du Comité social⁹⁴ tendant à ce que la Commission des droits de l'homme tienne sa vingt-cinquième session à Genève (Suisse).

⁹⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour, document E/4535/Add.1, par. 2 et 3.

AUTRES QUESTIONS

1296 (XLIV). Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social,

Considérant l'Article 71 de la Charte des Nations Unies,

Reconnaissant que l'adoption de dispositions prévoyant la consultation des organisations non gouvernementales peut grandement contribuer à la réalisation des buts et à la défense des principes des Nations Unies,

Considérant qu'il convient de développer dans une mesure aussi large que possible les consultations entre le Conseil et ses organes subsidiaires, d'une part, et les organisations non gouvernementales, d'autre part,

Approuve les dispositions ci-après qui remplacent celles qui sont énoncées dans sa résolution 288 B (X) du 27 février 1950 :

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSULTATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Première partie

PRINCIPES À APPLIQUER DANS L'ÉTABLISSEMENT DE RELATIONS AUX FINS DE CONSULTATIONS

Les principes ci-après seront appliqués dans l'établissement, avec les organisations non gouvernementales, de relations aux fins de consultations.

1. L'organisation doit exercer son activité dans des domaines relevant de la compétence du Conseil économique et social en ce qui concerne les questions économiques, sociales ou culturelles, les questions d'éducation et de santé publique, les questions scientifiques et techniques et autres questions connexes d'ordre international, ainsi que les questions relatives aux droits de l'homme.
2. Les buts et desseins de l'organisation doivent être conformes à l'esprit, aux fins et aux principes de la Charte des Nations Unies.
3. L'organisation doit s'engager à aider l'Organisation des Nations Unies dans son œuvre et à faire connaître les principes et les activités des Nations Unies,

conformément à ses propres buts et desseins ainsi qu'à la nature et à l'étendue de sa compétence et de ses travaux.

4. L'organisation doit avoir un caractère représentatif et une réputation internationale bien établie; elle doit représenter une proportion importante des principaux groupes de la population ou des personnes qui exercent des activités organisées dans le domaine particulier auquel elle se consacre, et exprimer leurs vues, et doit être, si possible, représentée dans un nombre important de pays appartenant à différentes régions du monde. Les organisations qui ont des objectifs, des intérêts et des idées fondamentales semblables dans un domaine donné devront, aux fins de consultations avec le Conseil, désigner un comité mixte ou tout autre organe autorisé à exercer des activités consultatives au nom de l'ensemble du groupe. Il est entendu que, si, sur un point déterminé, une minorité exprime une opinion particulière au sein d'un comité de ce genre, cette opinion sera exposée au même titre que celle de la majorité.

5. L'organisation doit avoir un siège reconnu et être dotée d'un chef administratif. Elle doit avoir une constitution, dont un exemplaire sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, adoptée selon des principes démocratiques et contenant des dispositions selon lesquelles la politique de l'organisation doit être arrêtée par une conférence, une assemblée ou tout autre organe représentatif, devant lequel un organe exécutif doit être responsable.

6. L'organisation doit avoir qualité pour parler au nom de ses membres par l'intermédiaire de ses représentants autorisés. Elle doit pouvoir faire la preuve de cette qualité au cas où la demande lui en serait faite.

7. Sous réserve des dispositions du paragraphe 9 ci-après, l'organisation doit avoir une structure internationale, ses membres ayant le droit de participer aux votes concernant la politique à suivre ou les mesures à prendre. Aux fins des présentes dispositions, seront considérées comme organisations non gouvernementales les organisations internationales qui n'ont pas été créées par voie d'accords intergouvernementaux, y compris les organisations qui acceptent des membres désignés par les autorités gouvernementales, à condition que les

membres appartenant à cette catégorie n'entravent pas la liberté d'expression desdites organisations.

8. Les principales ressources de l'organisation internationale doivent provenir essentiellement des contributions de ses affiliés ou éléments constitutifs nationaux ou des contributions versées par des particuliers membres de l'organisation. Lorsque l'organisation reçoit des contributions volontaires, le montant et l'origine exacts de ces contributions doivent être communiqués au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales. Si toutefois le principe énoncé ci-dessus n'est pas observé et si les moyens financiers de l'organisation proviennent d'autres sources, l'organisation doit expliquer, de manière qui satisfasse le Comité, les raisons pour lesquelles elle ne s'est pas conformée aux principes énoncés dans le présent paragraphe. Toute contribution financière ou autre soutien accordé, directement ou indirectement, par un gouvernement à une organisation internationale doit être ouvertement déclaré au Comité, par l'intermédiaire du Secrétaire général, intégralement consigné dans les états financiers et autres documents de l'organisation et affecté à des fins conformes aux buts des Nations Unies.

9. En règle générale, les organisations nationales feront connaître leur manière de voir par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales internationales auxquelles elles sont affiliées. Sauf dans des cas exceptionnels, les organisations nationales faisant partie d'une organisation non gouvernementale internationale qui s'occupe des mêmes questions sur le plan international ne pourront pas être admises. Toutefois, des organisations nationales pourront être admises, après consultation de l'Etat Membre intéressé, en vue de faciliter une représentation équilibrée et efficace des organisations non gouvernementales qui défendent les principaux intérêts des différentes régions et zones du monde, ou si l'organisation en question a une expérience particulière que le Conseil est désireux d'utiliser.

10. En règle générale, des dispositions en vue de consultations ne doivent pas être prises avec une organisation internationale qui est membre d'un comité ou d'un groupe d'organisations internationales avec lequel des dispositions ont été prises en vue de consultations.

11. Lorsqu'il envisagera l'établissement de relations aux fins de consultations avec une organisation non gouvernementale, le Conseil examinera si les travaux de l'organisation relèvent entièrement ou principalement du domaine d'activité d'une institution spécialisée, et si l'organisation peut ou non être admise lorsqu'il existe ou lorsqu'il pourrait exister entre elle et une institution spécialisée des dispositions en vue de consultations.

Deuxième partie

PRINCIPES RÉGISSANT LA NATURE DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX CONSULTATIONS

12. La Charte des Nations Unies établit une distinction nette entre la participation sans droit de vote aux délibérations du Conseil et les dispositions relatives aux consultations. Les Articles 69 et 70 ne prévoient la participation que dans le cas des Etats non Membres du Conseil et dans celui des institutions spécialisées. L'Article 71, qui s'applique aux organisations non gouvernementales, comporte des dispositions appropriées en vue de consultations. Cette distinction, introduite à dessein dans la Charte, est fondamentale et les disposi-

tions relatives aux consultations ne devraient pas être de nature à accorder aux organisations non gouvernementales les mêmes droits de participation aux délibérations que ceux dont jouissent les Etats non membres du Conseil et les institutions spécialisées reliées à l'Organisation des Nations Unies.

13. Les dispositions prises ne doivent pas être de nature à surcharger le Conseil ou à le faire sortir du rôle d'organe chargé de coordonner les programmes et leur exécution qui lui est assigné par la Charte pour le transformer en tribune ouverte à tous les débats.

14. Toutes décisions concernant les dispositions relatives aux consultations doivent s'inspirer du principe que ces dispositions ont pour but, d'une part, de mettre le Conseil, ou l'un de ses organes, à même d'obtenir des renseignements ou des avis autorisés de la part d'organisations ayant une compétence spéciale sur les questions au sujet desquelles des dispositions ont été prises en vue de consultations, et, d'autre part, de mettre les organisations qui, dans un grand nombre de pays, représentent des éléments importants de l'opinion publique en mesure d'exprimer les opinions de leurs membres. En conséquence, les dispositions relatives aux consultations prises avec chaque organisation doivent avoir trait uniquement aux questions qui relèvent de la compétence particulière de cette organisation, ou auxquelles elle s'intéresse spécialement. Le statut consultatif ne devrait être accordé qu'aux organisations qui, du fait des activités de caractère international qu'elles exercent dans les domaines indiqués au paragraphe 1 ci-dessus sont en mesure d'apporter une contribution importante aux travaux du Conseil, le but étant, en définitive, d'assurer, dans la mesure du possible, une représentation équilibrée des principaux points de vue ou intérêts correspondants au domaine considéré dans toutes les zones et régions du monde.

Troisième partie

ETABLISSEMENT DE RELATIONS AUX FINS DE CONSULTATIONS

15. Pour établir, aux fins de consultations, des relations avec chaque organisation, il sera tenu compte de la nature et de l'étendue des activités de l'organisation ainsi que du concours que l'on peut s'attendre à ce qu'elle donne au Conseil ou à ses organes subsidiaires dans l'exercice des fonctions définies aux Chapitres IX et X de la Charte des Nations Unies.

16. En établissant, aux fins de consultations, des relations avec des organisations non gouvernementales, le Conseil distinguera entre :

a) Les organisations qui s'intéressent à la plupart des activités du Conseil et peuvent fournir à celui-ci la preuve qu'elles sont en mesure de contribuer sensiblement et de façon continue à la réalisation des objectifs des Nations Unies dans les domaines indiqués au paragraphe 1 ci-dessus, qui participent étroitement à la vie économique et sociale des peuples des régions qu'elles représentent et dont les adhérents, qui doivent être en nombre important, sont largement représentatifs de secteurs importants de la population dans un grand nombre de pays (ces organisations s'appelleront organisations dotées du statut consultatif général de la catégorie I) ;

b) Les organisations dont la compétence particulière et l'action s'étendent expressément à quelques-uns seulement des domaines d'activités du Conseil et qui ont une réputation internationale dans les domaines pour

lesquels elles sont ou cherchent à être dotées du statut consultatif (ces organisations s'appelleront organisations dotées du statut consultatif spécial de la catégorie II).

17. Les organisations auxquelles le statut consultatif a été accordé dans la catégorie II en raison de leur intérêt pour les droits de l'homme devront avoir en la matière des activités internationales de portée générale ne se limitant pas aux intérêts d'un groupe de personnes en particulier, d'une seule nationalité ou à la situation dans un seul Etat ou un groupe restreint d'Etats. Une attention particulière sera accordée aux demandes émanant d'organisations qui, ayant des activités dans ce domaine, ont pour but avant tout de combattre le colonialisme, l'*apartheid*, l'intolérance raciale et autres violations manifestes des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

18. Les organisations importantes dont l'un des buts primordiaux est de contribuer à la réalisation des buts, objectifs et fins de l'Organisation des Nations Unies et de faire mieux comprendre son action peuvent être dotées du statut consultatif dans la catégorie II.

19. Pourront également figurer sur une liste (qui sera dénommée la Liste) d'autres organisations qui ne sont pas dotées du statut consultatif général ou spécial mais dont le Conseil, ou le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en consultation avec le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales, estime qu'elles peuvent apporter en certaines occasions une contribution utile aux travaux du Conseil ou de ses organes subsidiaires ou à ceux d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies sur des questions relevant de leur domaine d'activités. Cette liste pourra comprendre également les organisations dotées du statut consultatif auprès d'une institution spécialisée ou d'un organe de l'Organisation des Nations Unies ou ayant établi avec eux des rapports analogues. Ces organisations devront se tenir prêtes à exercer leurs fonctions consultatives à la demande du Conseil ou de ses organes subsidiaires. Le fait pour une organisation de figurer sur la Liste ne sera pas considéré comme un titre lui permettant d'accéder au statut consultatif général ou spécial dans le cas où ladite organisation ferait une demande à cet effet.

Quatrième partie

CONSULTATIONS AVEC LE CONSEIL

Ordre du jour provisoire

20. L'ordre du jour provisoire du Conseil est communiqué aux organisations des catégories I et II ainsi qu'à celles qui figurent sur la Liste.

21. Les organisations de la catégorie I peuvent proposer au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales d'inviter le Secrétaire général à inscrire à l'ordre du jour provisoire du Conseil des questions qui les intéressent spécialement.

Séances

22. Les organisations des catégories I et II peuvent désigner des observateurs autorisés qui assisteront aux séances publiques du Conseil et de ses organes subsidiaires. Les organisations qui figurent sur la Liste peuvent envoyer des observateurs à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant de leur domaine d'activités.

Exposés écrits

23. Les organisations des catégories I et II peuvent présenter, sur les questions qui sont de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux du Conseil. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communique ces exposés aux membres du Conseil, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés du fait, par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision, et lorsqu'ils ont déjà été distribués sous quelque autre forme.

24. Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés :

a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues officielles.

b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire général et l'organisation aient le temps de procéder avant leur distribution aux consultations appropriées.

c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut présenter au cours de ces consultations.

d) Le texte des exposés écrits présentés par les organisations de la catégorie I n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 2 000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2 000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué *in extenso* lorsque le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales en fait expressément la demande.

e) Le texte des exposés écrits présentés par les organisations de la catégorie II et par celles qui figurent sur la Liste n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 500 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 500 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué; néanmoins, le texte des exposés est distribué *in extenso* lorsque le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales en fait expressément la demande.

f) Le Secrétaire général peut, en consultation avec le Président du Conseil ou le Conseil ou son Comité chargé des organisations non gouvernementales, inviter les organisations qui figurent sur la Liste à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a, b, c et e ci-dessus s'appliquent également à ces exposés.

g) Le Secrétaire général fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail; il le fait distribuer dans toute autre langue officielle lorsqu'un membre du Conseil en fait la demande.

Auditions

25. a) Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales fait des recommandations au Conseil en ce qui concerne celles des organisations de la catégorie I que le Conseil ou ses comités de session entendront, et en ce qui concerne ceux des points sur lesquels ces organisations se feront entendre. Ces organisations ont le droit de faire un exposé devant le Conseil ou devant le comité de session approprié, sous réserve de l'approbation du Conseil ou du comité de session intéressé. S'il n'existe pas d'organe subsidiaire du Conseil chargé de s'occuper d'un domaine important intéressant le Conseil et une organisation de

la catégorie II, le Comité peut recommander au Conseil d'entendre une organisation de la catégorie II au sujet de la question qui l'intéresse.

b) Chaque fois que le Conseil examine au fond une question proposée par une organisation non gouvernementale de la catégorie I et inscrite à son ordre du jour, cette organisation a le droit de faire devant le Conseil ou devant un comité de session du Conseil, selon le cas, un exposé oral pour présenter la question. Au cours de la discussion de la question devant le Conseil ou le comité, le Président du Conseil ou du comité peut, avec l'assentiment de l'organe intéressé, inviter l'organisation à faire un autre exposé pour préciser son point de vue.

Cinquième partie

CONSULTATIONS AVEC LES COMMISSIONS ET AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL

Ordre du jour provisoire

26. L'ordre du jour provisoire des sessions des commissions et autres organes subsidiaires du Conseil est communiqué aux organisations des catégories I et II ainsi qu'à celles qui figurent sur la Liste.

27. Les organisations de la catégorie I peuvent proposer l'inscription de questions à l'ordre du jour provisoire des commissions sous réserve des conditions ci-après :

a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moins soixante-trois jours avant l'ouverture de la session; avant de proposer formellement l'inscription d'une question, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut présenter.

b) La proposition accompagnée de la documentation essentielle pertinente doit être présentée au plus tard quarante-neuf jours avant l'ouverture de la session. La commission inscrit la question à son ordre du jour si les deux tiers au moins des membres présents et votants en décident ainsi.

Séances

28. Les organisations des catégories I et II peuvent désigner des observateurs autorisés qui assisteront aux séances publiques des commissions et des autres organes subsidiaires du Conseil. Les organisations qui figurent sur la Liste peuvent se faire représenter à celles de ces séances qui sont consacrées à des questions relevant de leur domaine d'activités.

Exposés écrits

29. Les organisations des catégories I et II peuvent présenter, sur les questions qui sont de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux des commissions ou des autres organes subsidiaires. Le Secrétaire général communique ces exposés aux membres de la commission ou de l'organe subsidiaire intéressé, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés, du fait, par exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision, et lorsqu'ils ont déjà été distribués sous quelque autre forme aux membres de la commission ou de l'organe subsidiaire intéressé.

30. Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés écrits :

a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues officielles.

b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire général et l'organisation aient le temps de procéder avant leur distribution aux consultations appropriées.

c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire général peut présenter au cours de ces consultations.

d) Le texte des exposés écrits présentés par une organisation de la catégorie I n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 2 000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2 000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué *in extenso* lorsque la commission ou un autre organe subsidiaire en fait expressément la demande.

e) Le texte des exposés écrits présentés par une organisation de la catégorie II n'est distribué *in extenso* que s'il ne compte pas plus de 1 500 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 1 500 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué *in extenso* lorsque la commission ou un autre organe subsidiaire en fait expressément la demande.

f) Le Secrétaire général peut, en consultation avec le Président de la commission ou d'un autre organe subsidiaire intéressé ou avec la commission ou l'organe subsidiaire lui-même, inviter les organisations figurant sur la Liste à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a, b, c et e ci-dessus s'appliquent également à ces exposés.

g) Le Secrétaire général fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail; il le fait distribuer dans toute autre langue officielle lorsqu'un membre de la commission ou d'un autre organe subsidiaire en fait la demande.

Auditions

31. a) La commission, ou un autre organe subsidiaire, peut consulter les organisations des catégories I et II soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu à la demande de l'organisation.

b) Sur la recommandation du Secrétaire général et à la demande de la commission ou d'un autre organe subsidiaire, les organisations qui figurent sur la Liste peuvent également se faire entendre par la commission ou un autre organe subsidiaire.

Etudes spéciales

32. Sous réserve des dispositions pertinentes du règlement intérieur relatives aux propositions ayant des incidences financières, une commission peut recommander qu'une organisation spécialement compétente dans un domaine particulier entreprenne certaines études ou enquêtes, ou prépare certains documents pour la commission. Les restrictions prévues aux alinéas d et e du paragraphe 30 ci-dessus ne s'appliquent pas dans ce cas.

Sixième partie

CONSULTATIONS AVEC LES COMITÉS SPÉCIAUX DU CONSEIL

33. Les dispositions relatives aux consultations entre les comités spéciaux du Conseil autorisés à se réunir entre les sessions du Conseil, d'une part, et les organisations des catégories I et II et les organisations qui figurent sur la Liste, d'autre part, seront conformes aux dispositions approuvées pour les commissions du Conseil, à moins que le Conseil ou le comité n'en décide autrement.

Septième partie

CONSULTATIONS AVEC LES CONFÉRENCES INTERNATIONALES CONVOQUÉES PAR LE CONSEIL

34. Le Conseil peut inviter les organisations non gouvernementales des catégories I et II et les organisations qui figurent sur la Liste à participer aux conférences qu'il convoque en application du paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte des Nations Unies. Ces organisations ont les mêmes droits et privilèges que ceux dont elles jouissent aux séances du Conseil et elles assument les mêmes fonctions, à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Huitième partie

SUSPENSION ET RETRAIT DU STATUT CONSULTATIF

35. Les organisations dotées du statut consultatif par le Conseil et celles qui figurent sur la Liste se conformeront constamment aux principes régissant l'établissement et la nature de leurs relations consultatives avec le Conseil. En examinant périodiquement les activités des organisations non gouvernementales, sur la base de rapports présentés en application de l'alinéa *b* du paragraphe 40 ci-après et d'autres informations pertinentes, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales déterminera dans quelle mesure les organisations se sont conformées aux principes régissant le statut consultatif et ont contribué aux travaux du Conseil, et pourra recommander au Conseil de priver temporairement ou définitivement du statut consultatif les organisations qui n'auront pas satisfait aux conditions prévues dans la présente résolution pour l'octroi du statut consultatif.

36. Le statut consultatif des organisations non gouvernementales auprès du Conseil économique et social, ou le droit à l'inscription pour celles qui figurent sur la Liste, sera soit suspendu pour une période de trois ans soit retiré dans les cas suivants :

a) S'il existe des éléments établissant de façon concluante qu'un gouvernement fait secrètement pression sur une organisation par des moyens financiers pour l'inciter à se livrer à des actes contraires aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies;

b) Si une organisation abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement, contre des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, à des actes injustifiés ou inspirés par des motifs politiques en violation des principes de la Charte ou en contradiction avec ces principes;

c) Si, au cours des trois années précédentes, une organisation n'a apporté aucune contribution positive ou effective aux travaux du Conseil ou de ses commissions ou autres organes subsidiaires.

37. Le statut consultatif des organisations des catégories I et II, ou le droit à l'inscription pour celles qui figurent sur la Liste, sera suspendu ou retiré par décision du Conseil économique et social, sur recommandation du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.

38. Une organisation à laquelle le statut consultatif ou le droit à l'inscription sur la Liste a été retiré peut être autorisée à soumettre une nouvelle demande de statut consultatif ou d'inscription sur la Liste trois ans au plus tôt après la date à laquelle le retrait aura pris effet.

Neuvième partie

COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

39. Les membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales⁹⁵ sont élus chaque année par celui-ci au cours de sa première session, sur la base d'une représentation géographique équitable, conformément à la résolution 1099 (XL) du Conseil, en date du 4 mars 1966, et à l'article 82 du règlement intérieur du Conseil. Le Comité élit son président et, le cas échéant, d'autres membres du bureau. Tout membre du Comité reste en fonctions jusqu'aux élections suivantes, à moins qu'il ne cesse d'être membre du Conseil.

40. Les fonctions du Comité sont notamment les suivantes :

a) Le Comité se réunit une fois par an avant la première session du Conseil pour examiner les demandes de statut consultatif des catégories I et II et les demandes d'inscription sur la Liste présentées par des organisations non gouvernementales ou les demandes de modification de statut, et pour présenter au Conseil des recommandations à ce sujet. Les organisations devront tenir dûment compte des observations d'ordre technique que pourrait formuler le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au reçu des demandes destinées au Comité. Le Comité examine à chacune des sessions indiquées ci-dessus les demandes qui sont parvenues au Secrétaire général au plus tard le 1^{er} juin de l'année précédente et sur lesquelles les membres du Comité ont reçu des renseignements suffisants six semaines au plus tard avant l'examen des demandes. Le Comité examine toute demande de statut consultatif présentée à nouveau par une organisation, ou toute demande de modification de statut, au plus tôt pendant la première session de la deuxième année qui suit la session où la demande précédente a été examinée au fond, sous réserve toutefois qu'il n'en ait pas décidé autrement au moment où il a procédé à l'examen précédent.

b) Les organisations des catégories I et II dotées du statut consultatif soumettront tous les quatre ans au Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, par l'intermédiaire du Secrétaire général, un bref rapport sur leurs activités, notamment en ce qui concerne l'appui qu'elles ont apporté aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Se fondant sur les conclusions auxquelles il sera parvenu après avoir examiné ce rapport et d'autres données pertinentes, le Comité pourra recommander au Conseil tout reclassement qu'il jugera nécessaire en ce qui concerne le statut de l'organisation considérée. Toutefois,

⁹⁵ Ce Comité se compose actuellement de treize membres, conformément aux dispositions de la résolution 1099 (XL) du Conseil, en date du 4 mars 1966.

le Comité pourra, dans des cas exceptionnels, demander à une organisation déterminée, soit de la catégorie I ou II, soit figurant sur la Liste, de lui soumettre un rapport en dehors de la date normale.

c) Le Comité peut consulter, à l'occasion des sessions du Conseil ou à tout autre moment dont il peut décider, les organisations des catégories I et II sur les questions de leur compétence qui ne sont pas inscrites à l'ordre du jour du Conseil et sur lesquelles le Conseil, le Comité ou l'organisation demandent des consultations. Le Comité fait rapport au Conseil sur ces consultations.

d) Le Comité peut consulter, à l'occasion de n'importe quelle session du Conseil, les organisations des catégories I et II sur les questions de leur compétence au sujet desquelles le Conseil, le Comité ou l'organisation demandent des consultations et qui ont trait à des questions précises déjà inscrites à l'ordre du jour provisoire du Conseil; il fait des recommandations en ce qui concerne celles des organisations que, sous réserve des dispositions de l'alinéa a du paragraphe 25 ci-dessus, le Conseil ou le Comité compétent entendront et en ce qui concerne celles des questions sur lesquelles ces organisations se feront entendre. Le Comité fait rapport au Conseil sur ces consultations.

e) Le Comité examine les questions relatives aux organisations non gouvernementales dont il est saisi par le Conseil ou par les commissions.

f) Le Comité, lorsqu'il le juge utile, consulte le Secrétaire général sur les questions qui intéressent les dispositions relatives aux consultations prises aux termes de l'Article 71 de la Charte ou qui découlent de ces dispositions.

41. Lorsqu'il étudie une demande présentée par une organisation non gouvernementale de la catégorie I en vue de faire inscrire une question à l'ordre du jour du Conseil, le Comité examine notamment :

a) Si la documentation présentée par l'organisation est suffisante;

b) Dans quelle mesure la question peut donner lieu à des mesures constructives du Conseil dans un proche avenir;

c) S'il ne serait pas préférable de soumettre la question à un autre organe que le Conseil.

42. Lorsque le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales rejette une demande présentée par une organisation non gouvernementale de la catégorie I en vue de faire inscrire une question à l'ordre du jour provisoire du Conseil, sa décision est sans appel à moins que le Conseil n'en décide autrement.

Dixième partie

CONSULTATION AVEC LE SECRÉTARIAT

43. Le Secrétariat doit être organisé de façon à pouvoir s'acquitter des fonctions qui lui sont attribuées en ce qui concerne les dispositions relatives aux consultations que définit la présente résolution.

44. Toutes les organisations dotées du statut consultatif peuvent consulter les fonctionnaires des services compétents du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies sur les questions d'intérêt commun. Ces consultations ont lieu à la demande de l'organisation non gouvernementale ou à la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

45. Le Secrétaire général peut demander aux organisations des catégories I et II et aux organisations

qui figurent sur la Liste de procéder à des études spéciales ou de préparer des exposés écrits spéciaux, sous réserve des dispositions financières applicables.

46. Le Secrétaire général est autorisé, dans le cadre des moyens dont il dispose, à offrir aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif des facilités qui comprennent :

a) La distribution rapide des documents du Conseil et de ses organes subsidiaires, dans les cas où le Secrétaire général le juge utile;

b) L'accès aux services de documentation de presse fournis par l'Organisation des Nations Unies;

c) L'organisation de discussions officielles sur les questions qui présentent un intérêt spécial pour certains groupes d'organisations;

d) L'utilisation des bibliothèques de l'Organisation des Nations Unies;

e) Les locaux nécessaires aux conférences ou à des réunions plus restreintes que les organisations dotées du statut consultatif tiennent au sujet des travaux du Conseil économique et social;

f) Des facilités appropriées pour assister aux réunions et pour recevoir les documents pendant les séances publiques au cours desquelles l'Assemblée générale traite de questions économiques et sociales.

*1520^e séance plénière,
23 mai 1968.*

*
* *
*

A sa 1520^e séance plénière, le Conseil a décidé que la résolution ci-dessus ne prendrait pas effet avant que le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales ait fini de revoir la liste des organisations actuellement dotées du statut consultatif, conformément à la demande qui figure dans la résolution 1225 (XLII) du Conseil, en date du 6 juin 1967, et avant que le Conseil ait pris, à sa quarante-sixième session, une décision à propos du rapport du Comité.

1297 (XLIV). Organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1225 (XLII) du 6 juin 1967 dans laquelle il priait le Secrétaire général de faire rapport sur les procédures à suivre pour associer au Service de l'information les organisations nationales et internationales non gouvernementales et sur la possibilité d'augmenter le nombre des organisations non gouvernementales nationales de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont associées au Service de l'information, afin d'accroître leurs activités en matière d'information en ce qui concerne les questions économiques et sociales,

Rappelant en outre sa résolution 1296 (XLIV) du 23 mai 1968, et en particulier les paragraphes 9 et 17,

Reconnaissant la contribution que les organisations nationales et internationales non gouvernementales apportent à la diffusion d'informations sur les Nations Unies,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général⁹⁶;

2. Invite le Secrétaire général à veiller à ce que le Service de l'information, lorsqu'il reconsidérera le statut

⁹⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-quatrième session, Annexes, point 18 de l'ordre du jour, document E/4476.

des organisations actuelles ou examinera de nouvelles demandes, écarte toutes les organisations dont les objectifs ou les pratiques tendent ou contribuent à propager l'idéologie nazie ou la discrimination raciale ou religieuse;

3. *Recommande* au Secrétaire général d'examiner immédiatement et avec bienveillance les demandes des organisations nationales non gouvernementales des régions du monde insuffisamment représentées, et en particulier d'Afrique, qui souhaitent être associées au Service de l'information, afin de parvenir à une représentation plus équitable des organisations nationales non gouvernementales des Etats Membres;

4. *Recommande* au Secrétaire général de faciliter l'accroissement du nombre des organisations nationales et internationales non gouvernementales de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont associées au Service de l'information, et en particulier de celles qui représentent des groupes raciaux, en raison de la diversité des expériences qu'elles peuvent avoir tant dans le domaine des droits de l'homme que dans celui des questions économiques et sociales; à cet égard, il conviendrait de faire des efforts particuliers pour encourager l'association au Service de l'information d'organisations représentant des populations d'ascendance africaine;

5. *Prie* le Secrétaire général de convoquer la prochaine conférence régionale d'organisations non gouvernementales en Afrique, conformément au paragraphe 41 de son rapport;

6. *Recommande* que le Secrétaire général tienne compte de la lettre et de l'esprit de la résolution 1296 (XLIV) du Conseil relative au statut consultatif, lorsqu'il associera des organisations non gouvernementales internationales et nationales au Service de l'information;

7. *Prie* le Secrétaire général de faire figurer dans son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation des renseignements sur l'application des dispositions de la présente résolution.

1524^e séance plénière,
27 mai 1968.

1303 (XLIV). Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme

Le Conseil économique et social,

Ayant reçu les sections du rapport de son Comité du programme et de la coordination relatives aux domaines ci-après du programme de travail :

Science et technique⁹⁷,

Programmes démographiques⁹⁸,

Développement social⁹⁹,

Questions fiscales et financières¹⁰⁰,

Service statistiques¹⁰¹,

Habitation, construction et planification¹⁰²,

Ressources naturelles¹⁰³,

Les transports, y compris le tourisme¹⁰⁴,

Ayant examiné ces sections au titre des points de l'ordre du jour auxquels elles se rapportent respectivement,

1. *Exprime ses remerciements* au Comité du programme et de la coordination pour les efforts qu'il a accomplis afin de passer en revue le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme;

2. *Prie* le Secrétaire général de tenir compte des commentaires et observations que le Comité a formulées au sujet du programme de travail;

3. Transmet aux organes subsidiaires intéressés les sections pertinentes du rapport du Comité pour qu'ils prennent les mesures qui conviennent;

4. *Autorise* le Comité à transmettre directement son rapport final sur la première partie de sa deuxième session¹⁰⁵ au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires afin de lui faciliter l'examen des crédits demandés par le Secrétaire général au titre des activités dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et de lui permettre de tenir compte des commentaires et observations que le Comité a formulés au sujet de ces activités.

1528^e séance plénière,
29 mai 1968.

⁹⁷ E/4493.

⁹⁸ E/4493/Add.1.

⁹⁹ E/4493/Add.2.

¹⁰⁰ E/4493/Add.3.

¹⁰¹ E/4393/Add.4.

¹⁰² E/4493/Add.5.

¹⁰³ E/4493/Add.6.

¹⁰⁴ E/4493/Add.7.

¹⁰⁵ Le rapport du Comité du programme et de la coordination portant sur la première et la deuxième partie de sa deuxième session sera publié en tant que *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-cinquième session, Supplément n° 9* (E/4493/Rev.1).

AUTRES DECISIONS PRISES PAR LE CONSEIL AU COURS DE SA QUARANTE-QUATRIEME SESSION

Election du bureau du Conseil pour 1968

A sa 1516^e séance, le 6 mai 1968, le Conseil a élu M. Manuel Pérez Guerrero (Venezuela) président du Conseil pour 1968. Le Conseil a également élu trois vice-présidents, qui sont : M. Börje Billner (Suède), M. Milko Tarabanov (Bulgarie) et M. Akili Danieli (République-Unie de Tanzanie).

Election de membres des commissions techniques du Conseil

A sa 1530^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a élu un tiers des membres de la Commission de statistique, de la Commission de la population, de la Commission du développement social, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme et de la Commission des stupéfiants. En 1969, ces commissions techniques seront donc composées comme suit :

COMMISSION DE STATISTIQUE

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Australie	1971
Belgique	1969
Brésil	1972
Canada	1969
Cuba	1971
Danemark	1972
Equateur	1969
Etats-Unis d'Amérique	1969
France	1972
Ghana	1971
Inde	1971
Indonésie	1971
Japon	1969
Maroc	1969
Panama	1972
Philippines	1972
Pologne	1972
République arabe unie	1971
République socialiste soviétique d'Ukraine	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1972
Tchécoslovaquie	1971
Thaïlande	1972
Tunisie	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1969

COMMISSION DE LA POPULATION*

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Brésil	1972
Cameroun	1969
Danemark	1972
Equateur	1969

* Le vingt-deuxième membre de la Commission sera élu à la reprise de la quarante-cinquième session du Conseil.

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Espagne	1972
Etats-Unis d'Amérique	1969
France	1971
Ghana	1971
Haute-Volta	1972
Inde	1972
Indonésie	1971
Jamaïque	1971
Japon	1969
Kenya	1972
Pakistan	1971
Pérou	1969
Philippines	1969
République arabe unie	1971
République centrafricaine	1971
République socialiste soviétique d'Ukraine	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Rwanda	1969
Suède	1971
Tchécoslovaquie	1972
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1969
Venezuela	1972

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Argentine	1970
Botswana	1970
Cameroun	1970
Canada	1969
Chili	1969
Congo (Brazzaville)	1971
Chypre	1970
Cuba	1971
Espagne	1970
Etats-Unis d'Amérique	1971
France	1971
Gabon	1971
Grèce	1969
Inde	1971
Iran	1970
Liban	1971
Maroc	1969
Mauritanie	1969
Mexique	1970
Norvège	1969
Pakistan	1969
Pays-Pas	1971
Philippines	1969
République arabe unie	1970
République socialiste soviétique de Biélorussie ..	1971
Roumanie	1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1970
Tchécoslovaquie	1969
Tunisie	1970
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1971
Uruguay	1969
Venezuela	1971

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Autriche	1970
Chili	1971
Congo (République démocratique du)	1969
Etats-Unis d'Amérique	1971
Finlande	1971
France	1970
Grèce	1969
Guatemala	1969
Inde	1970
Iran	1971
Israël	1970
Italie	1969
Jamaïque	1970
Liban	1970
Madagascar	1970
Maroc	1969
Mauritanie	1971
Nigéria	1969
Nouvelle-Zélande	1971
Pakistan	1969
Pérou	1969
Philippines	1970
Pologne	1969
Sénégal	1971
République arabe unie	1971
République socialiste soviétique d'Ukraine	1971
République-Unie de Tanzanie	1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1970
Uruguay	1971
Venezuela	1970
Yougoslavie	1971

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Australie	1969
Botswana	1970
Chili	1971
Chypre	1970
Costa Rica	1971
Espagne	1970
Etats-Unis d'Amérique	1970
France	1971
Ghana	1970
Guatemala	1969
Guinée	1969
Hongrie	1969
Iran	1969
Iraq	1969
Japon	1970
Libéria	1971
Madagascar	1970
Malaisie	1971
Maroc	1971
Nicaragua	1971
Norvège	1971
Pays-Bas	1969
Pérou	1969
Philippines	1971
République arabe unie	1969
République Dominicaine	1970
République socialiste soviétique de Biélorussie ..	1970
Roumanie	1971
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1970
Tunisie	1969
Turquie	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1970

COMMISSION DES STUPÉFIANTS

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Brésil	1969
Canada	1971
Chine	1969
Etats-Unis d'Amérique	1971
France	1971
Ghana	1971
Hongrie	1972
Inde	1972
Iran	1972
Jamaïque	1969
Japon	1969
Maroc	1969
Mexique	1972
Pakistan	1972
Pérou	1971
République arabe unie	1972
République Dominicaine	1971
République fédérale d'Allemagne	1972
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Suède	1972
Suisse	1971
Turquie	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques	1969
Yougoslavie	1971

**Election de membres du Conseil d'administration
du Fonds des Nations Unies pour l'enfance**

A sa 1530^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a élu un tiers des membres du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

Pour la période du 1^{er} août 1968 au 31 juillet 1969, le Conseil d'administration sera composé comme suit :

	<i>Mandat expirant le 31 juillet</i>
Australie	1969
Belgique	1971
Brésil	1971
Bulgarie	1969
Cameroun	1970
Canada	1971
Chine	1970
Etats-Unis d'Amérique	1970
Ethiopie	1969
France	1970
Guinée	1970
Inde	1971
Irak	1970
Ouganda	1970
Pakistan	1971
Pérou	1969
Philippines	1969
Pologne	1970
République Dominicaine	1970
République fédérale d'Allemagne	1971
	<i>Mandat expirant le 31 juillet</i>
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Sénégal	1969
Suède	1969
Suisse	1969
Tchécoslovaquie	1971
Thaïlande	1971
Tunisie	1971
Turquie	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques	1970
Venezuela	1971

Election de membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

A sa 1530^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a élu un tiers des membres du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

En 1969, le Comité sera composé comme suit :

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Canada	1969
Chili	1971
Congo (République démocratique du)	1972
Danemark	1969
Etats-Unis d'Amérique	1972
France	1971
Ghana	1971
Guatemala	1972
Hongrie	1972
Italie	1971
Japon	1972
Kenya	1971
Koweït	1972
Liban	1971
Panama	1971
Pays-Bas	1972
Pérou	1969
Pologne	1969

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
République arabe unie	1972
République-Unie de Tanzanie	1972
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1971
Sierra Leone	1969
Singapour	1969
Thaïlande	1969
Togo	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques ..	1971
Venezuela	1969

Election de membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

A sa 1530^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a élu un tiers des membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.

En 1969, le Conseil d'administration sera composé comme suit :

	<i>Mandat expirant le 31 décembre</i>
Algérie	1970
Autriche	1970
Belgique	1970
Brésil	1969
Cameroun	1969
Canada	1970
Chili	1971
Congo (Brazzaville)	1971
Etats-Unis d'Amérique	1969
Finlande	1970
France	1970
Inde	1969
Italie	1969
Japon	1969
Jordanie	1970
Malaisie	1970
Mauritanie	1971
Norvège	1969
Pakistan	1970
Panama	1971
Paraguay	1969

*Mandat
expirant le
31 décembre*

Pays-Bas	1971
Pérou	1971
Pologne	1970
République arabe unie	1970
République fédérale d'Allemagne	1971
République-Unie de Tanzanie	1971
Roumanie	1970
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Sénégal	1969
Suède	1971
Suisse	1971
Syrie	1971
Tchécoslovaquie	1971
Thaïlande	1969
Union des République socialiste soviétiques	1969
Venezuela	1970

Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil

A sa 1530^e séance, le 31 mai 1968, le Conseil a confirmé la nomination comme membres de commissions techniques du Conseil des représentants suivants désignés par leur gouvernement :

COMMISSION DE STATISTIQUE

M. K. M. Archer (Australie)
M. Jonathan E. Tandoh (Ghana)
M. P. C. Mahalanobis (Inde)
M. Abdulmajid (Indonésie)
M. Gamal Askar (République arabe unie)
M. C. A. Moser (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. Jan Kazimour (Tchécoslovaquie)

COMMISSION DE LA POPULATION

M. Hassan El Saaty (République arabe unie)

COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

M. Mikis Sparsis (Chypre)
M. Jacques Megret (France)
Mme Fatima Hanchi (Mauritanie)
Mme Dorah N. J. Danieli (République-Unie de Tanzanie)
M. Constantin Grigorescu (Roumanie)

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. José María Ruda (Argentine)
M. N. K. Tarasov (Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Andrés Aguilar Mawdsley (Venezuela)

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Mme Motsei Doreen Galetshoge (Botswana)
Mme Jeanne Cissé Martin (Guinée)
Mme Zaiveline Ramarosaona (Madagascar)
Mme Kadia Touré (Mauritanie)
Mme Lourdes Paredes San Diego (Philippines)

Ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session

A sa 1528^e séance, le 29 mai 1968, le Conseil a décidé d'approuver comme ordre du jour provisoire pour la quarante-cinquième session, les points figurant dans la note du Secrétaire général, en date du 27 mai 1968¹⁰⁶, compte tenu des modifications suivantes :

¹⁰⁶ E/4466/Add.2.

- 1) Nouveau libellé du point 13 qui s'énoncera ainsi :
"La mer :
"a) Ressources de la mer ;
"b) Science et techniques de la mer."
- 2) Suppression du point 24.

Il a été convenu que, si le Comité élargi du programme et de la coordination décidait à sa session de septembre 1968 de présenter au Conseil un rapport d'activité, on pourrait ajouter à cette fin un point à l'ordre du jour de la reprise de la quarante-cinquième session.

REPERTOIRE DES RESOLUTIONS

NOTE. — En général, les résolutions du Conseil économique et social sont numérotées dans l'ordre de leur adoption. Le présent répertoire comprend toutes les résolutions adoptées par le Conseil au cours de sa quarante-quatrième session.

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
1289 (XLIV)	Rapport de la Commission des stupéfiants et rapport final du Comité central permanent des stupéfiants et de l'Organe de contrôle des stupéfiants	12	23 mai 1968	6
1290 (XLIV)	Coopération régionale au Proche et au Moyen-Orient pour la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants	12	23 mai 1968	6
1291 (XLIV)	Abus du cannabis et nécessité d'appliquer en permanence des mesures de contrôle sévères	12	23 mai 1968	6
1292 (XLIV)	Remplacement de la culture du cannabis au Liban	12	23 mai 1968	7
1293 (XLIV)	Mesures législatives nationales de contrôle des substances psychotropes qui ne sont pas soumises à un contrôle international	12	23 mai 1968	7
1294 (XLIV)	Mesures de contrôle urgentes à appliquer au LSD et aux substances hallucinogènes analogues	12	23 mai 1968	7
1295 (XLIV)	Dopage	12	23 mai 1968	8
1296 (XLIV)	Dispositions relatives aux consultations avec les organisations non gouvernementales	18	23 mai 1968	22
1297 (XLIV)	Organisations non gouvernementales	18	27 mai 1968	27
1298 (XLIV)	Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification ...	11	28 mai 1968	8
1299 (XLIV)	Enquête mondiale sur le logement	11	28 mai 1968	8
1300 (XLIV)	Campagne destinée à appeler l'attention du monde sur les problèmes du logement	11	28 mai 1968	8
1301 (XLIV)	Etablissement d'un institut international des Nations Unies pour la documentation en matière d'habitation, de construction et de planification	11	28 mai 1968	9
1302 (XLIV)	Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux : rapport du Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme	16	28 mai 1968	12
1303 (XLIV)	Programme de travail de l'Organisations des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme	20	29 mai 1968	28
1304 (XLIV)	Rapport de la Commission de statistique	8	31 mai 1968	1
1305 (XLIV)	Recensements industriels pour 1973	8	31 mai 1968	1
1306 (XLIV)	Programme de travail international et coordination dans le domaine des statistiques	8	31 mai 1968	1
1307 (XLIV)	Programme mondial pour l'amélioration des statistiques de l'état civil	8	31 mai 1968	1
1308 (XLIV)	Cinquième rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	5	31 mai 1968	2
1309 (XLIV)	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement : rapport sur l'enseignement des sciences	5	31 mai 1968	2
1310 (XLIV)	Questions relatives à la science et à la technique	5	31 mai 1968	3
1311 (XLIV)	Dispositions à prendre en vue du transfert des techniques pratiques aux pays en voie de développement	6	31 mai 1968	3
1312 (XLIV)	Transfert des techniques	6	31 mai 1968	3
1313 (XLIV)	Convocation d'une sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et l'Extrême-Orient	17	31 mai 1968	3
1314 (XLIV)	Normalisation des noms géographiques	17	31 mai 1968	4
1315 (XLIV)	Photographie et photogrammétrie aériennes	17	31 mai 1968	4
1316 (XLIV)	Ressources non agricoles	3	31 mai 1968	5
1317 (XLIV)	Mise en valeur des ressources hydrauliques	3	31 mai 1968	5
1318 (XLIV)	Ressources en pétrole et en gaz naturel	3	31 mai 1968	5
1319 (XLIV)	Rapport de la Commission du développement social	10	31 mai 1968	10
1320 (XLIV)	Situation sociale dans le monde	10	31 mai 1968	10
1321 (XLIV)	Programme de travail de la Commission du développement social	10	31 mai 1968	11
1322 (XLIV)	Politique sociale et répartition du revenu national	10	31 mai 1968	11
1323 (XLIV)	Rapport de la Commission de la condition de la femme	14	31 mai 1968	13
1324 (XLIV)	Droits politiques de la femme	14	31 mai 1968	13
1325 (XLIV)	Mesures visant à mettre en œuvre la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes	14	31 mai 1968	13
1326 (XLIV)	La planification de la famille et la condition de la femme	14	31 mai 1968	14
1327 (XLIV)	Accès de la femme aux études	14	31 mai 1968	15

<i>Numéros des résolutions</i>	<i>Titres</i>	<i>Points de l'ordre du jour</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Pages</i>
1328 (XLIV)	Influence du progrès scientifique et technique sur la condition des travailleurs féminins	14	31 mai 1968	16
1329 (XLIV)	Rapport de la Commission des droits de l'homme	13	31 mai 1968	16
1330 (XLIV)	Question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l' <i>apartheid</i> et du colonialisme	13	31 mai 1968	16
1331 (XLIV)	Mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre pour abolir toutes les formes et pratiques d'esclavage et de traite des esclaves qui affectent la condition de la femme	13	31 mai 1968	17
1332 (XLIV)	Mesures visant à combattre avec efficacité la discrimination raciale et la politique d' <i>apartheid</i> et de ségrégation en Afrique australe	13	31 mai 1968	17
1333 (XLIV)	Rapport du Groupe spécial d'experts chargé d'étudier le traitement des prisonniers politiques en République sud-africaine	13	31 mai 1968	18
1334 (XLIV)	Composition de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités	13	31 mai 1968	19
1335 (XLIV)	Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale	13	31 mai 1968	19
1336 (XLIV)	Question des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite des hostilités au Moyen-Orient	13	31 mai 1968	20
1337 (XLIV)	Peine capitale	13	31 mai 1968	20
1338 (XLIV)	Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme	15	31 mai 1968	21

16592-August 1968-1,525
June 1972-250